

Entrevista

FABRICE D'ALMEIDA

historien français et président
du Département des Sciences
de l'Information et de la Communication
de l'Université Paris-Panthéon-Assas

French historian and Head
of the Department of Information
and Communication Sciences
at Paris Panthéon-Assas University

Entretien avec Fabrice d’Almeida, historien français et président du Département des Sciences de l’Information et de la Communication de l’Université Paris-Panthéon-Assas



Entretien mené par
Celso João Carminati¹



L’art de repenser l’histoire

Fabrice d’Almeida est l’un des historiens français les plus innovants, produisant un savoir historique dans une perspective interdisciplinaire, en dialogue avec la littérature, la sociologie, les sciences de la communication et la science politique.

Sa formation s’est déroulée dans des institutions académiques prestigieuses. Il fut étudiant à la Sorbonne (Université Paris I), puis à l’École Normale Supérieure de la rue d’Ulm (Paris) et, après avoir réussi le concours de l’agrégation d’histoire, il devint membre de l’École française de Rome. Ce parcours explique les importantes réseaux académiques de recherche qu’il a développés en Italie, notamment avec les universités de Bologne, de Milan et de Viterbe (Università della Tuscia).

==

¹ Université de l’État de Santa Catarina, Brésil; Universidade Aberta, Centre Études Globales, Portugal. ORCID ID <https://orcid.org/0000-0002-3638-5489>.

Dans ce contexte, il fut boursier de la prestigieuse Fondation allemande Alexander von Humboldt Foundation à la Freie Universität de Berlin, avant de travailler pendant deux ans au Centre Marc Bloch dans cette même ville.

Docteur en histoire et habilité à diriger des recherches, sa carrière académique s'est développée dans des universités de premier plan. Il fut d'abord maître de conférences à l'Université Paris Nanterre avant d'être nommé directeur de l'Institut d'Histoire du Temps Présent (CNRS), puis professeur d'histoire contemporaine à l'Université Paris-Panthéon-Assas, où il occupe aujourd'hui les fonctions de vice-président.

Ce parcours académique remarquable est enrichi par de nombreuses publications. Dans le monde intellectuel, Fabrice d'Almeida est un pionnier ayant ouvert plusieurs champs de recherche devenus depuis des références dans le travail historique et dans les sciences humaines et sociales. Dès 1991, il participe à la création du groupe d'études sur les images fixes et publie ensuite *Images et Propagande*, en français et en italien, chez Casterman et Giunti. Ce travail pionnier montre comment les images industrielles ont été intégrées dans l'histoire de la propagande depuis le XIX^e siècle.

Cette réflexion fut approfondie dans *Histoire des médias en France* (Flammarion) et *Propagande – Une histoire mondiale* (La Martinière). L'objectif de ces travaux est de mon-

trer comment les imaginaires populaires se construisent et quels sont les effets de ces représentations mentales dans l'évolution des sociétés politiques.

Sur le plan méthodologique également, son apport est particulièrement novateur. Il fut l'un des premiers auteurs à proposer une méthode d'histoire comparative appliquée aussi bien à la vie politique italienne et française (*La Politique au naturel*, Presses de l'École française de Rome) qu'aux logiques des partis français et allemands. Fabrice d'Almeida a également introduit l'histoire contrefactuelle en France comme moyen heuristique d'interroger les dynamiques et structures sociales, avec Anthony Rowley, dans *Et si on refaisait l'histoire ?* (Odile Jacob).

Ces travaux lui ont valu plusieurs distinctions académiques, notamment le Prix Augustin Thierry pour ses recherches sur *Les Gardiens de camp de concentration et leurs loisirs* (Fayard), ainsi que des invitations dans de nombreuses universités étrangères : Université de Milan, Université LUISS Guido Carli, Università Sogang University, Institut de recherche sociale de Hambourg, Royal Holloway, University of London et University of Minho.

Avec l'Universidade Aberta, Fabrice d'Almeida a établi de profondes relations de recherche. Il y a joué un rôle déterminant dans la création du programme de doctorat en Études globales ainsi que dans l'approbation de la Chaire UNESCO en Études globales, à travers l'établissement de

réseaux académiques intercontinentaux garantissant son indispensable internationalisation.

Il collabore activement à l'écosystème scientifique des Études globales en consolidation autour du nouveau Centre d'Études Globales de l'Universidade Aberta, en intégrant son conseil scientifique international et en promouvant des projets de recherche et d'édition à l'échelle internationale. Il convient de souligner son rôle auprès du Collège international de philosophie pour soutenir le projet du «Dictionnaire global des droits humains».

Au cours des deux dernières années, il s'est engagé dans l'articulation entre le Département de Communication de l'Université Paris II et le Centre d'Études Globales de l'Universidade Aberta afin de créer un «Dictionnaire essentiel des Études globales», réunissant des chercheurs de différents pays et systématisant les principaux champs de recherche et concepts de ce domaine. Il s'agit d'un projet inédit, puisqu'il n'existe à ce jour aucun outil comparable permettant d'identifier les grands auteurs et les problématiques d'un champ en pleine expansion.

Au Portugal, il convient de signaler la publication de son ouvrage *História Global dos Ricos* (Lisbonne, Cultura Editora, 2025), ainsi que la parution prochaine, cette année, dans la même maison d'édition, de *História Global do Mal*.

Parallèlement, Fabrice d'Almeida a mené un important travail de commentaire et de diffusion

des connaissances dans les principaux médias français et internationaux, notamment à la télévision et à la radio. Pendant sept ans, sur la chaîne France 5, il a présenté des documentaires historiques dans son émission «La Case du Siècle». Il a également écrit et réalisé lui-même des dizaines de documentaires télévisés.

Il fut conseiller historique de la série documentaire canadienne «Amour, haine et propagande» (Radio-Canada, 12 épisodes), et a également présenté et coécrit la série «Les grands menteurs de l'histoire». À cela s'ajoute un travail important pour de grandes radios nationales. Sur France Culture, il fut chroniqueur mensuel dans «La Fabrique de l'Histoire», tout en animant une émission quotidienne sur Europe 1, «C'est historique !». Depuis deux ans, il signe une chronique hebdomadaire sur France Info.

Toute cette activité médiatique lui a valu une large reconnaissance publique. Plusieurs distinctions lui ont été attribuées pour les services rendus à l'Université, à la Science, à la Culture et à la Société. Il a été décoré de l'Ordre des Arts et des Lettres par la ministre française de la Culture, Roselyne Bachelot, et distingué de l'Ordre national du Mérite par l'ancien président de la République française François Hollande.

Sur le plan international, il a été distingué du titre de docteur honoris causa par l'University Euro-Balkan ainsi que de la Médaille d'or de l'Cairo University.

Monsieur le Professeur, merci d'avoir accepté l'invitation du Center for Global Studies pour cette interview. Ainsi, nous vous demandons de vous présenter, en racontant votre formation, votre carrière de chercheur et de professeur dans les principales institutions françaises ainsi que vos projets et publications de recherche les plus récents.

Le point central de ma carrière est que je suis un historien qui s'intéresse au monde et qui a une sympathie pour les sources non-écrites. Et cela remonte à loin. Quand j'étais enfant, mon oncle, Roland Topor, était dessinateur. Ses gestes me fascinaient. J'aimais le regarder travailler. Ma mère, elle, écrivait, mais cela paraissait moins magique que de voir apparaître une forme, un animal, un être, un objet, sur la page blanche.

Quand j'ai commencé à travailler en histoire, il m'a paru comme une évidence que les images devaient contribuer à notre connaissance du passé et pas seulement les archives, comme celle du Parti socialiste sur lesquelles j'ai travaillé pendant une décennie. J'ai rencontré différents historiens, conservateurs de Musée, eux aussi passionnés par les images de masse. Nous avons fondé le Groupe d'étude des images fixes. Dans ce cadre, il y avait des spécialistes du dessin comme Christian Delporte, ou de la propagande communiste, tel Philippe Buton. Et Laurent Gervereau et Laurence Bertrand-Dorléac donnait une impulsion internationale à notre réflexion qui m'allait bien puisque je faisais ma thèse en

histoire comparée, entre la France et l'Italie. Cela m'a amenée à écrire mon premier livre *Images et propagande* (1995) publié en France et en Italie par Casterman et Giunti. Il est paru avant ma thèse. Et cette perspective mondiale s'est ainsi imposée à moi, avant que le champ de l'histoire globale ne devienne vraiment expérimental.

A cette époque, je voyais plutôt cela dans une perspective universelle. C'est à Berlin entre 2002 et 2005 que j'ai commencé à toucher du doigt le concept de mondialisation dans le séminaire de Jürgen Kocka et Hartmut Kaelble. C'est là que j'ai rencontré Sebastian Conrad et d'autres jeunes chercheurs, tel Jakob Vogel qui, comme moi, cherchaient un cadre plus large que la comparaison.

Nous avons avancé dans cette direction quand j'ai pris la tête de l'Institut d'histoire du temps présent (IHTP, CNRS), un laboratoire de recherche. Avec mon directeur adjoint Christian Ingrao nous avons poussé en avant le concept d'histoire partagée, c'est-à-dire une plus grande intrication des thèmes et des équipes de recherche. A ce moment, j'ai rencontré Lim Jie-Hyun, un des meilleurs historiens coréens, à Séoul. Il a été notre véritable introducteur à l'histoire globale, car il remettait en cause toutes les logiques nationales comme obsolètes et pleines de préjugés dangereux pour le travail objectif sur le passé. A la même époque, j'ai rencontré José Eduardo Franco qui cherchait aussi à mettre au point

un concept d'histoire globale au Portugal. Pour cela, il commençait d'établir une équipe internationale et diversifiant les continents et les disciplines scientifiques. Lentement, cette approche du monde est devenue notre outil, presque notre réflexe, alors même que nous voyons aujourd'hui cet outillage contesté par les populistes et les nationalistes. Leur opposition spontanée, presque naïve montre leur inconscience d'être une fraction des processus que nous sommes justement en train de mettre au jour.

De plus, pourriez-vous parler un peu des partenariats internationaux que vous développez et de leur importance pour vos institutions ?

Au fil des ans, les liens se sont renforcés et internationalisés avec tous ces historiens. Il y a eu les multiples accords d'échanges européens (Erasmus, Socrates), avec les Italiens Alceo Riosa et Maurizio Ridolfi, passionnés d'images. Les colloques organisés avec la LUISS de Gaetano Quagliariello. Ou en Allemagne les accords avec Markus Behmer et l'université de Bamberg. Au Royaume-Uni Stephen Gundle a aussi contribué à construire un réseau d'internationaliste européen. Et Corey Ross, rencontré quand j'étais à Berlin à l'Alexander von Humboldt Stiftung puis au Centre Marc Bloch a été un partenaire de discussions fertiles.

Faire voyager des étudiants, rencontrer des collègues est la base de ce travail d'histoire partagée dans lequel je me situe. Sur le plan

institutionnel global, avec l'IHTP nous avons participé à l'université volante mise au point par Lim Jie Hyun. Puis nous avons fondé avec José Eduardo Le centre d'études globale avec l'Université Paris-Panthéon-Assas. Ce centre a obtenu une reconnaissance internationale en devenant chaire UNESCO. Cela nous a permis d'associer de nouveaux partenaires comme Jordan Plevnes, le recteur de l'université Europa Prima, à Skopje, en Macédoine.

Toutes ces expériences débouchent sur la création de la revue d'études *Global*, une revue internationale, entre France et Portugal sous la direction de José Eduardo Franco et de Valérie Devillard.

Ma grande difficulté a été de garder vivante cette activité tout en commençant une carrière médiatique. Car à force d'étudier ces sources, j'ai fini par passer de l'autre côté du miroir et par faire moi aussi des documentaires et des émissions consacrées à l'histoire. Or, dans ce cadre l'histoire est très fortement située, dans le national voire le local. Il faut donc exercer la pensée globale comme une dialectique pour interroger toutes les histoires.

Vu de loin, une forme de déconnexion se fait jour entre l'histoire destinée au grand public et celle échangées entre universitaires. Il est possible de les réconcilier mais en utilisant les codes attractifs des médias pour soutenir la pédagogie. C'est une question qui me semble essentielle de nos jours, alors que se

multiplie les « experts » et « influenceurs » en histoire, dont beaucoup n'ont pas une connaissance réelle des sources de premières mains, archives, ou autres.

En tant que directeur du Département des sciences de l'information et de la communication de votre université, pourriez-vous nous dire quels sont les plus grands défis auxquels les médias sont confrontés aujourd'hui, dans votre pays et dans le monde, compte tenu des différentes réalités, cultures démocratiques, autocraties et États totalitaires ?

La situation actuelle est très pénible pour les médias. Surtout par contraste avec le monde dont nous venons. En 30 ans la presse écrite a reculé comme jamais à l'échelle mondiale, même s'il existe encore des pays où elle reste puissante, tels le Brésil ou l'Inde. Dans le monde occidental, l'effondrement de la presse locale et de la presse nationale a pour effet une fragilisation de la démocratie et des logiques de vote rationnel des électeurs. C'est une révolution civique qui s'est jouée avec le basculement vers le numérique puis les réseaux sociaux. Même la télévision, naguère le média de masse par excellence, est dépassée. Elle tient encore quelques grands événements comme les jeux olympiques, les coupes du monde de football et certains moments politiques comme le couronnement de grands souverains, tel Charles III, mais sa place au quotidien est amoindrie. On se rend rétrospectivement compte du rôle fondamental qu'elle a joué pour l'extension de la démocratie dans

les années 1980 et 1990. Son éclipse laisse un monde moins objectivement visible par l'ensemble de la population d'un pays ou d'une région du monde.

Et il y a ce paradoxe des outils numériques dans lesquels l'adéquation au réel n'est pas un gage de succès. Pour l'historien, les phrases de sociologues des années 1960, comme Edgar Morin sonnent cruellement. Morin évoquait la mentalité contemporaine comme une sorte de Moyen Age moderne, avec des rumeurs absurdes prises au sérieux par un public prompt à suivre ses émotions. Nous en sommes encore là, avec pourtant un espoir que les outils numériques et l'IA puisse trouver à un moment un usage civique amélioré. Car leur état actuel illustre la formidable régression suscitée par la peur de la mondialisation. Les usages propagandistes, mensongers ou fantasmatiques correspondent à un moment de cette mise à disposition d'instruments qui vont connaître de nouveaux emplois, pas forcément pour le pire. Des indices témoignent de cette mutation à l'œuvre de manière discrète. Ce sont par exemple les nouveaux usages des applications téléphoniques et de la Block Chain qui permettent de basculer une partie de l'activité administrative sur les portables. La carte d'identité, le permis de conduire, l'état civil par exemple sont dématérialisés dans plusieurs pays d'Europe, de la Lettonie à la Macédoine en passant par l'Ukraine. Ces « super apps » deviennent des outils sérieux de communication entre l'État et le citoyen

et participent d'une forme de « Serious Turn » alors que tout allait vers le jeu, la facilité et le faux ludique ou manipulateur... Autre indice, le succès de médias de référence produits par des universités. On cite souvent les commentaires d'information d'Oxford, notamment en géopolitique. Mais quantité de cours et de diplômes accompagnent ce mouvement qui replace le savoir au centre de la pensée collective. Ce sont de petits signaux, mais qui montrent l'émergence d'une autre logique capable de limiter le puissant mouvement de tensions et de repli identitaire à l'œuvre dans de nombreux pays.

Avec l'avancée des technologies numériques et de l'intelligence artificielle, considérez-vous qu'il soit possible de continuer à construire des sociétés plus ouvertes, notamment dans le contexte des grands conglomérats de communication, qui prônent l'initiative illimitée de leurs médias, sans aucun contrôle ni régulation ? Pourriez-vous nous expliquer quelle importance cela a pour le débat dans les institutions de recherche et de formation académique ?

Le mouvement actuel est contradictoire dans le monde académique. Il y a visiblement un mouvement de fermeture avec des appels et des pétitions de collègues qui voient cette innovation comme un risque cognitif pour le cerveau de nos enfants. Ils regardent l'IA comme un outil à désapprendre, comme un support saisissant des compétences qui seront définitivement perdues pour les plus jeunes. Ils en-

visagent aussi le risque qu'une de ces entités deviennent si puissante qu'elle décide de se passer des humains ou de les asservir, même si pour l'instant l'IA n'a pas les outils d'interaction avec le réel pour garantir leur survie en toute autonomie. Certains professeurs réclament l'interdiction de l'usage de l'IA pour les étudiants, voire pour les enseignants afin de garantir la qualité de pesanteur intellectuelle de nos étudiants.

Face à eux un autre mouvement, plus nombreux me semble-t-il, constate que l'IA a déjà tout envahi. Elle est présente dans les entreprises, en particulier dans le journalisme et la communication ou des médias réclament de leurs employés qu'ils en fassent usage pour corriger des dépêches ou rédiger articles ou discours, en particulier pour des produits en ligne. Impossible donc d'y échapper. Il faut donc trier entre les usages acceptables, dangereux ou inadaptés à l'acquisition de savoir et de méthodes. Cela suppose de faire ce que de nombreuses universités ont commencé à établir : des chartes éthiques. On peut ainsi définir le cadre qui correspond l'exigence qui est la nôtre pour amener nos étudiants à une bonne capacité d'analyse et à des usages de l'IA qui soit maîtrisé suivant la nécessité des exercices et des enseignements.

Cette voie comporte, certes, des risques, comme lors de toutes les grandes révolutions techniques. Elle laisse aussi planer l'hypothèque écologique qu'entraîne ces outils qui

demandent toujours plus d'énergie et d'espace de stockage pour devenir plus efficient. Mais le rejet pur et simple constituerait une forme de démission alors que nos étudiants entrent dans un monde où ces outils seront présents partout sur la planète.

Enfin, gardons présent que toutes les activités ne peuvent être faites par une IA ou un robot, car cela n'aurait aucun sens. Ainsi une IA ne peut pas méditer à votre place. Une IA ne peut pas aimer à votre place. Ni éprouver la même joie spontanée devant le vol d'un papillon, le rire d'un enfant ou la caresse d'un chien. L'histoire nous apprend que tout n'est pas structures, récurrences. C'est une des rares disciplines qui réserve sa place à l'irréductible singularité de chaque moment, de chaque événement.

La formation éthique des professionnels des médias reste une ligne directrice ou l'impact et la force du marché dans la recherche de profits dans le monde des affaires ont sapé et dilué ces frontières ?

L'éthique professionnelle est fondamentale dans le monde des médias. D'autant plus à l'heure des *Fake News*, des *Deep Fake*. Les journalistes ont tôt compris l'importance de leur déontologie. La première charte de bonne conduite en France remonte à 1918. Elle a été modifiée et ajustée plusieurs fois, mais elle repose uniquement sur l'honneur professionnel. Elle n'établit pas de sanctions en cas de man-

quement. Seul le jugement des pairs compte. Aujourd'hui il y a des chartes dans la plupart des médias et des journalistes-déontologues occupent aussi des postes de médiateurs avec le public. Cela a amélioré les choses.

Dans le relativisme ambiant, ce travail est difficile et il est rendu encore plus difficile avec la montée en puissance des critiques par le ressenti. La subjectivité de la douleur, voire de la colère, que provoque une information et/ou la manière de la présenter met à mal les notions clé de « vérité » et « d'objectivité ». L'information est ainsi soumise au risque de poursuites judiciaires bien au-delà de la simple diffamation. Cela fait peser un risque sur les fondements mêmes du métier de journalistes, en l'occurrence apporter des nouvelles vraies, et cela risque aussi de réduire la liberté d'information. Cette question est d'autant plus sensible que les grandes institutions ont les moyens d'effectuer un harcèlement judiciaire pour empêcher les critiques à leur encontre et gêner l'émergence de lanceurs d'alerte en leur sein. Le travail d'investigation journalistique est donc fragilisé. Le risque à terme est que les médias ne deviennent des supports de communication et de publicité.

Les journalistes s'appuient peu sur la recherche et l'université pour défendre leurs capacités d'action. Au mieux ils participent à la formation, mais il n'y a pas de continuité entre le monde du savoir sur les médias et les médias eux-mêmes. Rares sont les chaires fi-

nancées par des médias. Nous en avons une à Assas, fondée par Nathalie Sonnac. Je l'ai dirigée pendant 6 ans, la chaire Audiovisuel et numérique, financée par le groupe Newen, un des plus grands producteurs français. Nous avons fait trois colloques internationaux qui permettaient de discuter la montée puissance des plateformes et leurs effets sur les grands groupes européens. Déjà, la question de la concentration des médias et de leur faiblesse face aux grands acteurs du numérique et de la finance était sensible. Lors du premier colloque en décembre 2017, la ministre de la Culture, Françoise Nyssen, avait défendu l'investissement dans des médias nationaux et européens, alors que les plateformes prenaient la part du lion des ressources publicitaires. Mais le même jour, le président de la République déclarait que « l'audiovisuel public, c'est une honte pour nos concitoyens ». Les intervenants à notre colloque, dont Delphine Ernotte, présidente de FranceTV, et Mathieu Gallet, président de Radiofrance ont préféré ne pas répondre à cette violente critique. C'est un des rares moments où le monde académique et celui des médias étaient prêts à faire front contre l'exécutif. Mais l'occasion a été perdue. Chacun a tracé sa route. Les universitaires ont vu l'intérêt de travailler sur les plateformes qui ont désormais de grosse capacité de financement de la recherche. Pour les historiens de la globalisation, ce moment d'alliance manquée montre que les outils transnationaux doivent être pris au sérieux. La puissance du

numérique réside dans sa déterritorialisation. Les États le savent qui veulent les enfermer dans des frontières, faire peser sur eux la souveraineté.

Quels sont les rôles que jouent les grands agents de la communication dans les universités, dans la formation et la recherche aujourd'hui ? Considérez-vous un élément essentiel ou différentiel dans le contexte de la fin du siècle dernier aux premières décennies du XXI^e siècle ?

A l'IFP nous avons une forte contrainte d'intégration de nos étudiants dans l'emploi. Nous avons donc fortement rapproché nos formations des milieux professionnels. D'abord en incitant les étudiants à faire des stages ou des formations en alternance. Ensuite en ouvrant les portes au monde de l'entreprise et des administrations, en matière de communication. Nous invitons des dirigeants, des responsables, et toutes sortes d'acteurs de la communication à présenter des facettes de ces métiers. Nous avons ainsi pendant dix ans reçu le pape de la publicité Jacques Séguéla, qui présentait les marques à nos étudiants. Nous lui avons remis un diplôme d'honneur de l'université, son premier en communication, car il a reçu une formation de pharmacien, dans sa jeunesse ! Sont venus aussi Stéphane Fouks, chez Havas, Gauthier Piquet chez Publicis... Ou encore Blanca Juti, la formidable directrice de la communication de L'Oréal. Et encore récemment, la directrice de la communication Europe de Microsoft, Alexandra Laferrière... Pas

une semaine ne se passe sans qu'un opérateur du secteur ne soit dans nos murs.

A chaque fois, cela permet aux étudiants de voir concrètement ce que recouvre vraiment leur activité, leurs outils, les contraintes d'analyse et aussi leurs jugements sur les évolutions de la communication et des médias. Cela enrichit aussi les contenus de nos travaux de recherche, car nous voyons au jour le jour les transformations de la médiatisation au sens large, en l'occurrence la mutation entre les espaces médiatiques et numériques sous l'effet des innovations et des inventions. Et des usages sociaux, bien sûr.

Quelles contributions les dynamiques récentes de la mondialisation, notamment dans un marché ouvert, où la mobilité des capitaux et des biens déplace leurs frontières d'origine, en chevauchant des intérêts et influences sur les décisions politiques dans différents pays, peuvent-elles apporter au monde des affaires et aussi aux institutions de communication publique ?

Nous traversons une phase paradoxale de la globalisation. Le repli du commerce international est flagrant depuis 2007/2008. Il ne représente plus que le quart de ce qu'il était. L'OMC s'est progressivement mise en échec depuis l'entrée de la Chine en 2000. Ce pays a obtenu tant d'avantages que les autres ont multiplié les litiges pour essayer d'équilibrer. Résultat, l'organisation est paralysée. A cela s'ajoute la montée en puissance des re-

vendications populistes et nationalistes. Le mouvement est si fort que certains parlent de démondialisation. Le processus se serait retourné. Nous verrions la fin d'un siècle d'ouverture comme l'annonce le journaliste/économiste français François Lenglet dans *La fin de la mondialisation* (2013) et dans *Qui sera le prochain maître du monde ?* (2025). Ce sont des livres dont j'ai été l'éditeur et qui me marquent beaucoup. Car la géopolitique a des implications profondes sur le monde des médias.

La logique qui prévalait dans les années 1980-1990 consistait à élargir les audiences en établissant des supports de diffusion destinés au plus grand nombre. Les entreprises de téléphonie et d'électronique ont ouvert des tuyaux sur l'ensemble de la planète pour y diffuser ce que l'on a appelé « des contenus ». Ce n'était pas forcément de l'information, au contraire. Le divertissement, la musique, la fiction : tous les produits susceptibles d'attirer n'importe quel public. L'essentiel était de trouver l'audience la plus large possible. Le même raisonnement s'est appliqué avec l'émergence des réseaux sociaux. Cette fois, ce n'était même plus du divertissement mais du quotidien, de petites émotions avec un chat ou un chien. Le contenu est devenu basique et la circulation mondiale. Ces évolutions ont transformé les qualités des contenus pour être diffusable. Nous sommes passé des émissions de variété des années 1980-90 avec des chanteurs et des comiques, voire du sport, à des programmes de fiction internationale, les

séries, qui encore aujourd'hui rassemblent une audience mondiale, même quand ils viennent d'un petit pays d'Asie comme la Corée. *Squid Game* est un modèle de cette intégration globale. Une série qui dénonce les riches et les capitalistes et qui met la survie au-dessus de tout. Même ces séries paraissent en voie d'être dépassées par les contenus addictifs des réseaux sociaux et leurs vidéos courtes. Le paradigme du tuyau à remplir avec le plus de contenu possible montre une logique de changement de la culture populaire.

Difficile dans ce cadre d'utiliser les anciennes notions de la création culturelle. Pourtant, elles survivent. De grandes expositions internationales existent encore avec un immense succès. La fondation LVMH à Paris, le Moma à New York ou la fondation Gulbenkian à Lisbonne sont parmi ces lieux qui font vivre l'art, la création dans sa dimension classique. Tous parviennent à peser sur les médias et s'adaptent aux nouveaux médias pour diffuser leur activité. Et dans ce cadre, le monde scientifique a encore un impact suffisant pour établir chaque artiste à sa juste place et contribuer au débat sur la culture, voire le culturel. Et pour sortir de l'ombre des personnalités oubliées. Ce sont encore des scientifiques qui effectuent le travail d'authentification, de catalogage... Les sciences de l'information et de la communication ont leur place dans cet univers, comme l'histoire et l'histoire de l'art.

La survie de la qualité de pensée et de recherche suppose que les scientifiques tiennent aussi bien ces bastions anciens de la culture que les nouveaux outils, dont l'IA qui modifie l'espace de la pensée.

Comment évaluez-vous l'importance de l'opinion publique et de la presse libre, dans le contexte de la constitution de mouvements capables de construire et d'avoir un impact positif sur les décisions des agents politiques dans les pays ?

Où se trouve la rationalité aujourd'hui ? La question que vous posez postule que l'opinion publique et la presse libre serait mieux à même de résoudre les difficultés que les dirigeants politiques. Comme s'ils étaient les messies de la vérité. Mais la presse a aussi ses engagements et ses préjugés. Il suffit de lire les articles sur le conflit au Moyen-Orient pour mesurer combien l'objectivité est difficile à tenir pour la « presse libre ». Elle est souvent engagée, à gauche ou à droite, pour ou contre les Palestiniens ou les Israéliens... Les dirigeants politiques, aussi médiocres soient-ils, ont un degré d'information supérieur. Ils bénéficient de toutes sortes d'administrations qui leur donnent un avantage sur l'opinion publique ou les journalistes : services de renseignements, agences diplomatiques, services statistiques etc... Comme souvent, il n'y a pas d'un côté les chevaliers blancs et de l'autre les dragons. Mais une zone grise dans laquelle les choix sont évalués avec plus ou moins d'adéquation au réel. L'exemple de Trump est frap-

pant. Des décisions objectivement absurdes et illogiques voisinent avec des choix très rationnels sur le plan économique. Il cherche parfois à avantager des catégories d'Américains (compagnie pétrolières et gazières) et d'autres fois orientent les financements vers d'autres (mesure pour ses agriculteurs). Le jeu de l'intérêt contredit parfois le réel et toujours les opinions adverses. Le New York Times est un excellent journal, mais il a aussi ses préjugés antirépublicains qui lui font perdre de vue l'ambivalence des choix présidentiels.

Il faut donc conserver notre distance critique même par rapport à des acteurs comme ceux des médias, dont nous apprécions le travail. Souvent cette même presse de qualité occulte des sujets qui exercent un poids électoral considérable. Un exemple ? En France, l'annonce en 2018 de l'abaissement de la vitesse sur les routes départementales à 80 km/h était rationnel pour sauver des vies. Mais pour ceux qui vivent à la campagne, c'était insupportable, car cela remettait en cause leur sentiment de liberté de mouvement. Cette décision a déclenché - à la surprise de la presse de référence - un mouvement social d'une ampleur inégalée depuis mai 1968. La difficulté pour l'historien réside donc dans le choix des sources pour comprendre le temps présent. L'opinion publique est diffractée à travers tant de récits. Au Portugal, comment lire l'actualité et l'apparition en quelques années sur le premier plan de Chega ? A travers les sources internes de ce mouvement, se dessine

une épopée. Vu par de nombreux spécialistes, ce serait un retour des nostalgiques du salazarisme. Mais en élargissant la focale à l'Europe et aux Etats-Unis, en regardant la composition des thématiques de campagne, ce parti se situe dans la ligne des mouvements populistes nationalistes comme le Rassemblement national. Le changement de focal donne une autre indication. Ce n'est pas une tradition politique du XXe siècle qui revit, mais bien une dynamique antimondialisation du XXIe siècle.

Le monde est de plus en plus complexe et confus, avec des tensions, des guerres et un commerce prédateur, etc. Mais on dit que « la publicité est l'âme de l'entreprise ». C'est ainsi que l'industrie, le commerce, les gouvernements, et surtout ceux qui les utilisent comme ressource pour se perpétuer au pouvoir, survivent. On peut imaginer des pays où les États autoritaires manipulent la population comme un moyen de gérer et de défendre leurs intérêts ou privilèges. Comment évaluez-vous la machine de propagande, coordonnée par le nazisme comme moyen de contrôler les atrocités, et comment les politiques actuelles des pays qui font la guerre aujourd'hui, comme Israël, les États-Unis d'Amérique, la Russie, l'Iran et d'autres, l'utilisent-elles comme une stratégie hégémonique de domination et de contrôle des populations ?

Le retour du concept de propagande aujourd'hui nécessite des éclaircissements. Il avait été largement discrédité depuis les années 1960 au point que l'expression « communication politique » l'a remplacé, même dans les anciens pays communistes, après 1990.

Les dictatures aussi ont lâché ce mot pour celui de *Public Relations* et de communication. L'extension du nombre d'États démocratiques à cette époque explique largement la victoire intellectuelle sur une terminologie largement exploitée dans les régimes totalitaires du XXe siècle. Cette conception restrictive de la propagande comme sous-produit du totalitarisme faisait fi de la longue histoire de cette notion, née dans l'Église catholique pour signifier la « propagation » de la foi. Ensuite, elle est devenue synonyme d'éducation doctrinale, dans la vie publique. Lénine l'entendait comme cela.

Après son éclipse au profit de la communication, le terme commence à revenir à la faveur de l'invasion de l'Irak en 2003. Brusquement, le monde constate que le mensonge et la manipulation font retour dans la grande démocratie américaine. Le contrôle imposé aux journalistes « embedded » fait douter de la qualité de la communication militaire. Le mot de propagande revient dans le débat. Aujourd'hui, il signifie une communication stratégique (StratCom, chez les Britanniques), à savoir un usage de l'information et de la communication coordonné et global, hiérarchisé et aligné sur les intérêts civilo-militaires, dans le contexte de la guerre informationnelle. Cela ressemble fort à la propagande telle que la menait les démocraties au moment des guerres mondiales. Les analogies et les comparaisons favorisent ainsi le retour de ce vocable et de cette perspective dans le débat public.

Pourtant, presque rien n'a changé et les États continuent de faire face à des oppositions, des blocages et des pertes de crédibilité. La perspective du recul des démocraties et de décrédibilisation de la communication est générale. Les mensonges d'État ont une durée de vie très faible. Les populations feignent de les croire mais n'en pensent pas moins. Le régime iranien manifeste cette tension entre une minorité d'intérêt et de croyance qui n'a plus aucun crédit sur le reste de sa population soumise par la terreur davantage que par le consensus.

Dans l'entreprise, un changement similaire est à l'œuvre. Il ne s'agit pas seulement de faire de la publicité, un travail d'image et de marques inséré, cadré, dans une réputation elle-même mise en œuvre lors de grands événements. Non, il s'agit aussi de se situer par rapport à des grandes valeurs universelles qui sont le socle sur lequel les produits reposent. Les grandes marques ont leur mythologie : la liberté ce sont les jeans Levi's ; l'estime de soi serait L'Oréal ; ou encore la tradition est portée par Louis Vuitton ; l'artisanat non reproductible est le gage de Hermès... Pourtant le public oublie un peu ces notions. Elles s'inscrivent dans un nuage de sens qui mélange des images de produit, des articles de marque, des morceaux de vidéos et des fragments de discours. En somme, il existe un brouillard de l'économie, comme il existe un brouillard de la guerre quand se multiplient les tensions et que la concurrence conduit à des pertes de

repères, tant la communication se démultiplie à travers une multiplicité de supports et de contenus. La publicité n'est donc plus vraiment une consolation. Elle constitue un facteur supplémentaire de doute, voire une provocation pour une partie du public qui lui manifeste son hostilité. Notre temps n'est plus celui des masses abêties. Nous sommes au temps des individus actifs et des citoyens avides de participation et d'action.

Professeur, puisque la revue s'appelle « e-Letras com Vida », en tant que professeur d'histoire, pourriez-vous nous dire quels sont les principaux enjeux qui vous préoccupent aujourd'hui ? Pourquoi ?

On l'aura compris, je pense que nous sommes dans une époque de confusion des genres différente de celle des années 1980, pour lesquelles il existe une très forte nostalgie. L'actualité est très différente de notre lointain passé. Le monde européen a été marqué par la vieille tripartition qui s'est imposée depuis la haute antiquité jusqu'à l'époque moderne, nous a expliqué Georges Dumézil (*L'idéologie tripartite des Indo-Européens*, 1958) et Georges Duby (*Les trois ordres ou l'imaginaire du féodalisme*, 1978). L'imaginaire social était structuré en trois classes : les oratores, les bellatores et les laboratores ; ceux qui prient, ceux qui combattent et ceux qui travaillent. Le début de l'époque moderne ouvre une autre classification. Le monde de la prière se dilate dans celui de la culture qui englobe l'éducation ;

le monde des combattants s'élargit à la politique ce qui revient à inverser la formule de Clausewitz : la politique c'est la poursuite de la guerre par d'autres moyens, comme le pointait l'ethnologue Marc Abélès (*Un ethnologue à l'Assemblée*, 2000). Enfin, ceux qui travaillent, l'environnement économique, devient le premier en ordre. Ces trois secteurs, l'économie, la politique et la culture étaient fortement séparés encore au début du XXe siècle. Chacun d'eux avait ses propres critères de réussite et ne pouvait les imposer aux autres. Ils constituaient autant de principes de justice.

Les États totalitaires ont remis en cause ces cloisons virtuelles pour concentrer dans les mains des dirigeants politiques l'ensemble des activités, alors que les sociétés libérales tendaient à les laisser prospérer séparément. Le néolibéralisme des années 1980 a aussi rompu cette séparation en sommant l'économie de tous diriger, au nom de son efficacité. Ce mouvement a conduit à l'ouverture mondiale et à la puissance accrue des entrepreneurs.

Le retournement actuel voit la poursuite de ce mouvement mais avec un changement : l'économie est asservie à la politique souveraine. La puissance l'emporte sur la souveraineté entendue comme un ensemble de limites posées à la politique pour l'exercice des libertés. Le monde des affaires est maintenant soumis aux États, au nom de la tradition culturelle.

Le risque est donc un nouvel asservissement de la culture au moment où son expression même est troublée par l'émergence de nouveaux moyens de penser (IA) et de communiquer (réseaux, plateformes). L'enjeu est de maintenir un outil académique fort et stable. Or, les finances publiques sont aussi aspirées par le jeu de puissance. Il faut donc sans cesse prouver l'efficacité des travaux universitaires pour trouver des ressources financières privées. En somme, la pensée libre et gratuite, celle que l'on nomme fondamentale, risque de disparaître. Notre génération doit faire face à ce combat. Elle doit montrer qu'une aile de papillon n'est pas seulement utile pour comprendre l'aérodynamisme, ou encore la météorologie, mais qu'elle possède une poésie et une esthétique qui méritent notre attention. Notre créativité est ainsi soumise à un défi sans précédent à l'heure où la question des ressources limitées de la planète et du réchauffement climatique impose ses contraintes.

L'exploitation des ressources naturelles a engendré de nombreux conflits et intérêts économiques dans les sociétés, entraînant le déplacement de populations en quête de survie et l'augmentation de la pauvreté dans le monde. Quelle est votre analyse des politiques des pays du capitalisme central, tels que les États-Unis d'Amérique et l'Europe, en matière d'immigration ?

Nos pays ont été pionniers dans l'établissement du diagnostic. Ils ont inventé des techniques de lutte pour la réduction du taux de

CO2 dans l'atmosphère, avec les énergies renouvelables. Ils ont cherché des méthodes de réduction de la dépense énergétique. Le discours sur l'environnement a été très puissant au point d'engendrer une sorte de complexe de culpabilité et de réaction hostile dans la population. De fait, les classes populaires périurbaines, voire rurales, ont été frappées de plein fouet par les mesures environnementales. Ces travailleurs modestes circulent en voiture et les coûts de transports ont explosés, autant que les coûts de chauffage. Pour ces ménages pauvres, l'écologie est une contrainte économique forte. Leur mal être a ouvert la voie à des contestations et des projets politiques hostiles aux politiques environnementales à l'instar de Trump qui a pris le sujet du climat-scepticisme pour le convertir en voix. Son accession au pouvoir a conduit à une hausse de la place des hydrocarbures dans l'économie et la croissance américaine. Son but était de baisser le coût de l'énergie pour favoriser l'expansion. Mais ses choix géopolitiques ont finalement eu l'effet inverse. Dans un pays comme la France, le mouvement des gilets jaunes est issu de cette résistance aux politiques environnementales trop brutalement appliquées.

Dans le contexte des guerres actuelles, depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie, les sujets écologiques sont relégués au second plan. La montée des rivalités entre puissance impose un agenda de réarmement qui nécessite une réindustrialisation. Certes, on peut espérer que ces nouvelles armes et usines soient

plus éco-responsables, mais la pression russe, chinoise et américaine fait peser sur l'Europe ces investissements. Le danger d'une perte de souveraineté de l'Union européenne fait donc reculer les options environnementales, au point que dans le débat politique ces questions se sont éclipsées.

Pour un scientifique, cette posture n'est pas satisfaisante. L'horloge climatique continue de tourner, tout comme les risques sur la biodiversité. L'affirmation du droit international est la seule alternative pour lutter contre la renaissance des logiques impérialistes. La division entre puissances et leur course vers des marchés contrôlés par elles dégrade à terme les conditions de vie de l'humanité. C'est absurde. Notre engagement qui vise à maintenir des relations internationales et à introduire un regard global dans la pensée contemporaine a donc une valeur politique, car il réintroduit dans le débat les nécessités impérieuses de notre planète. Et cela vaut, bien sûr, sur la pauvreté et la famine à l'échelle mondiale. On oublie souvent de dire que l'ouverture de l'économie dans les années 1980 a permis de sortir près d'un milliard d'humains de la faim. Une régression sur ce terrain leur serait fatale.

António Guterres, secrétaire de l'ONU, a déclaré que « l'humanité a ouvert les portes de l'enfer. En tenant compte de la richesse accumulée entre les mains de quelques personnes dans le monde, de l'exploitation du travail humain, qui est mal rémunéré, et de l'augmentation de l'extrême pauvreté dans de nombreux pays, que

considérez-vous nécessaire et possible pour inverser cette réalité et éviter l'épuisement de la nature dans le monde ?

Cette phrase prononcée voici deux ans soulignait l'indifférence au risque planétaire déjà forte. Mais la question que vous posez va plus loin. Elle soulève une interrogation sur le modèle social et organisationnel des humains. Depuis que Deng Xiaoping a ouvert la Chine à l'économie de marché et que l'Union soviétique a éclaté, le modèle libéral a imposé sa marque en économie. Tous les pays ou presque reposent désormais sur une logique d'investissements entrepreneuriaux et sur le modèle d'une économie capitaliste. Et de fait, l'accumulation des richesses s'effectue sur les plus riches depuis cette époque. Ce sont eux dont les fortunes ont explosé à l'échelle mondiale. Aucun africain n'était milliardaire dans les années 1980, il y en a plus de 20 aujourd'hui. Et les quatre plus riches africains possèdent plus de 57 milliards d'euros soit plus que 750 millions d'habitants du continent. Les milliardaires concentrent une grande part de l'inversement. Et ce modèle se retrouve en Chine qui a déjà eu plus de milliardaire que les Etats-Unis. Ce tournant lié à la mondialisation depuis les années 1980 reflète un changement de mentalité. Là où le XXe siècle pensait que l'État était le meilleur agent pour concentrer et orienter les sommes les plus importantes, désormais s'impose le modèle de l'entrepreneur prophète censé détenir les clés de l'avenir. Et ces personnalités de premier plan tels Steve

jobs, Bill Gates, Larry Page, Elon Musk, Peter Thiel pour citer les Américains concentrent sur leur personne des sommes phénoménales. On est sorti, dirait les marxistes, du capitalisme monopolistique d'État pour entrer dans l'ère du capitalisme monopolistique patronal. Car tous cherchent l'exclusivité dans leur secteur et comptent sur l'innovation pour imposer leur projet et leur pouvoir. La nouveauté réside bien dans le fait que tous exercent une influence sur les pouvoirs publics et veulent même devenir des décideurs pour toute la société. Chacun connaît l'exemple de Silvio Berlusconi qui a osé faire en Italie, ce dont chacun d'eux rêve.

Le problème est que la confusion des pouvoirs économiques, culturels, et politiques baisse l'efficacité de chacun de ces secteurs et risque de créer les conditions d'une tyrannie... La séparation des pouvoirs n'est pas seulement une question de souveraineté démocratique. Il implique l'organisation sociale. La présence de plusieurs principes de justice dans une société est la seule qui garantisse un minimum de liberté aux individus. La féodalité s'est effondrée sur le constat de son faible rendement et du poids des contraintes que les élites faisaient peser sur les masses. Le risque serait de voir se reconstituer de tels entité politico-économico-culturelles au XXIe siècle.

Est-il encore possible de parier sur le rêve de la Fraternité, de l'Égalité et de la Liberté, en tant qu'utopie de coexistence dans l'humanité ?

Y a-t-il des exemples où cela se produit aujourd'hui ?

En fait, l'égalité et la liberté ne sont pas des utopies. Ce sont des objectifs très concrets et la fraternité aussi. Cette dernière est même entrée dans le droit constitutionnel français comme une obligation de secours à nos semblables. Ces notions éclairent des droits d'accès, des protections sanitaires et sociales. Elles incluent aussi des questions culturelles comme la préservation de mode de vie ou les pratiques religieuses.

De nombreux pays acceptent ces principes même s'ils sont moins nombreux qu'auparavant à le faire. Aujourd'hui encore, la moitié de la population mondiale vit en démocratie. Certes les atteintes aux principes sont nombreuses, mais le cadre est encore présent. Et la population de certains régimes autoritaires aspire à jouir de telles valeurs. Tout n'est pas perdu. De surcroît, quelques lieux imposent une vision de la fraternité avec une solidarité. On le voit bien dans des lieux de souffrance comme les hôpitaux. Des bénévoles sont prêts à aider les médecins. Et dans de nombreuses professions du *care*, du secours, ou dans des associations caritatives, les ressources de générosité paraissent infinies. Les liens numériques ne sont pas si distendus. La preuve, des cagnottes solidaires ont parfois atteint l'échelle planétaire. La Croix rouge l'a compris et a adapté son modèle aux nouveaux outils, signe que les donateurs ne sont pas moins généreux

qu'avant. Le drame aujourd'hui réside dans le désengagement de l'État qui sous la pression des besoins militaires réduit les aides aux associations de secours social.

Avec les guerres en cours, peut-on dire que nous faisons face à la fin de l'ancien ordre mondial, démocratique, constitutionnel et justicier ? Pas selon votre évaluation, l'avenir des nations sera-t-il d'investir dans des armes pour la défense des « ennemis » internes et externes ?

Le changement est plus lent et moins radical qu'il apparaît. Comme le changement d'atmosphère a été furtif avant d'être manifeste à la fin du XIXe siècle. Dans les années 1890, d'abord, le libre échange est remis en cause. Puis les rivalités reprennent et se fixent sur quelques points comme le Maroc ou les Balkans. Des conflits secondaires se développent dans le même temps, telle la guerre des Boers. Finalement un assassinat politique, celui de l'archiduc François-Ferdinand, le prince héritier d'Autriche-Hongrie, rompt le cours de cette lente dérive en déclenchant le conflit. Ce n'était pourtant pas le premier assassinat de ce type. L'impératrice Elisabeth d'Autriche avait aussi été victime d'un meurtre, mais cela n'avait pas engendré de réaction en chaîne. La mort de son fils et de sa belle-fille, au contraire, produisent une série d'événements presque mécaniquement jusqu'à la guerre. Nous n'en sommes pas exactement à ce moment, pourtant nous voyons bien que la Russie prépare une armée à l'horizon 2029-2030 avec 1,9

millions d'hommes (la plus grande d'Europe) avec la plus grande réserve de chars (7000) et la plus grande flotte aérienne. « On peut imaginer que Putin ne fait pas tout cela pour rien », me confiait un ambassadeur... D'autant plus que, selon Putin, l'OTAN est fragilisée par Trump et les désaccords entre alliés. Seule notre préparation peut nous éviter de se retrouver face à une déferlante. Le paradoxe est que l'historien sait que rien n'est écrit. Mais qu'il voit les tendances et donc les risques se dessiner de manière plus précise chaque jour. En Russie, rien n'est simple non plus. Vu par Putin, son propre État et son propre peuple sont aussi fatigués par les efforts demandés depuis 2014 et surtout depuis le 24 février 2022. Ils subissent la répression et leur lassitude peut faire trembler le système militaire en place. Nos démocraties sont parfois fragiles, parfois solide comme l'exemple ukrainien le démontre encore chaque jour. La faiblesse apparente actuelle des démocraties masque des structures de solidarité forte qui se réactivent dans les phases d'agression, comme l'a illustré la crise terroriste de 2015-2016.

Dans ce contexte, comment évaluez-vous les attaques et le déclin des droits humains fondamentaux, des libertés et de la démocratie ? Les valeurs des Lumières peuvent-elles encore être considérées comme constitutives de la réalisation du projet humain ?

Nous avons vécu avec une illusion, celle de la dynamique de l'Occident, telle que Norbert Elias (*La Dynamique de l'Occident*, Pocket, 2003) la pensait. Nous étions destinés à vivre dans des systèmes de plus en plus larges nous offrant de plus en plus de droit. Ce progrès continue devait conduire à un gouvernement du monde avec des peuples et des individus émancipés et libres, autant que responsables de leurs actions. Mais ce schéma se heurte à la réalité de recul de droits, inégaux selon les régions, et de progrès juridique dans quelques pays. Je pense aux transgenres ou aux homosexuels dont les droits ont progressé dans les grandes démocraties. Alors que dans le même temps les droits des immigrés ont reculé. La leçon est que les modèles sociologiques simplistes prévisionnistes ne fonctionnent pas. Les rapports de force varient et imposent une réévaluation constante de ce qui se joue sous nos yeux. Et alors s'impose l'évidence des mouvements contradictoires que suscite la globalisation sur la logique des identités sociales, ethniques et politiques. Le *Choc des Civilisations* dont Huntington a été le théoricien s'inscrit aussi dans cette logique de travail inégal des droits. Car, si les civilisations s'appuient sur une base religieuse, elles ont aussi une expression politique. Or chaque civilisation évolue avec sa propre échelle de valeurs et, parfois, en contradiction avec l'horloge des droits humains dont nous pensions qu'ils étaient mondiaux, mais qui, à l'évidence, ne sont pas partout respectés. Un historien

devine que ces formes d'organisation tendent malgré tout à s'aligner, car les peuples aussi font des comparaisons et essaient de trouver des modèles qui assurent leur survie et celle de l'humanité.

Le professeur considère que les téléphones portables, les téléviseurs et les réseaux sociaux peuvent être considérés comme des ressources pour la construction d'un nouvel ordre mondial ?

Les objets techniques ne suffisent pas à définir un régime politico-médiatique. Il faut encore des usages, un imaginaire et des représentations qui aillent dans ce sens. Les réseaux sociaux de nos jours sont dans une ambivalence. D'un côté, ils peuvent être une opportunité de savoir et d'information. Et de l'autre, des supports de fausses informations, de propagande et d'addictions régressives. Le téléphone portable est une bénédiction pour passer outre certains défis de la géographie. Il fait partie de ces outils qui rendent la terre plus petite. Il rapproche les familles et permet le travail à distance comme l'appel au secours en situation d'urgence. Mais le téléphone intelligent est déjà en passe d'être dépassés par les agents IA qui vont orienter nos comportements voir suppléer nos actions. La manipulation pourra entrer au cœur de nos foyers, si nous ne faisons pas le nécessaire pour entraver les usages abusifs ou dangereux. Cela renvoie donc à l'éducation et à ses principes fondateurs. Bien préparer les cerveaux de nos enfants et éviter une catastrophe cognitive

doit être aujourd'hui le but de tous les pédagogues. Et donc restreindre les usages des objets techniques pour les adapter aux besoins des sociétés.

Pourriez-vous nous dire s'il existe des différences entre la propagande et les actes concrets des dirigeants dont les pays sont impliqués dans des guerres ?

La communication a progressivement tout envahi dans l'action publique et dans la politique. Pour nombre de dirigeants aujourd'hui : dire, c'est agir ; communiquer, c'est décider. Les gouvernements ont donc un usage massif des outils de communication pour soutenir leur décision, contrer le discours de leurs adversaires et rendre plus efficace leurs actions. Les démocraties ont toutes cette manière de faire qui repose sur l'idée que le rôle des élus consiste à donner des orientations à leurs concitoyens, à modifier leur comportement. On a pu parler à propos de ces formes douces de manipulation de « paternalisme libéral » (Richard Thaler et Cass Sunstein, *Nudge*, 2008).

Les États autoritaires font de même. Mais avec la capacité décuplée de pouvoir faire taire leurs adversaires. La censure est leur arme absolue. Ils peuvent couper les services numériques, bloquer les plateformes, les réseaux sociaux et lancer des campagnes par tous les instruments de communication. En ce sens, la propagande est incontestable dans un

système où seul le gouvernement peut s'exprimer, sans opposition ni contestation.

Si bien que les démocraties, dans le contexte de guerres hybrides, pensent nécessaire parfois de réduire les libertés publiques face aux terroristes, aux franges radicalisées de la politiques et aux puissances rivales. Elles attaquent aussi les plateformes. La France a coupé Tik Tok en Nouvelle-Calédonie lors des émeutes indépendantistes, acte sans précédent dans notre démocratie. Cela revient à censurer un média légal. Nous ne l'avions pas fait depuis la guerre d'Algérie.

La Russie, certes, fait plus : elle coupe internet, ferme radios et télévisions, assassine les journalistes... Mais ce n'est pas la différence de degré de censure qui importe. C'est bien la différence de principe : dans ce pays, il n'y a pas de concurrence autour du pouvoir. La « démocratie souveraine », comme l'appelle les doctrines russes est avant un souverain sans démocratie, une monarchie qui s'est dégradée en tyrannie. Elle n'a rien à voir avec la démocratie et sa pratique communicationnelle est dans la droite ligne des pratiques autoritaro-totalitaires. On est donc bien en face d'une propagande qui n'hésite pas à mentir, désinformer et effectuer des opérations d'intoxication pour atteindre ses objectifs. La Chine se situe dans la même dynamique, l'Iran aussi, et tant d'autres...

Quand les démocraties emploient des procédés malhonnêtes comme le mensonge ou la tricherie, leurs gouvernements finissent par en payer le prix par la défaite et même des poursuites. Tony Blair, le premier ministre britannique qui a couvert le mensonge sur l'existence d'armes de destruction massive lors de l'invasion de l'Irak, en 2003, a vécu cette punition par la perte de confiance et l'obligation de se retirer. La différence est donc énorme entre la situation démocratique et celle des autocrates.

La plus grande menace sur l'information et la liberté intellectuelle réside pour les démocraties dans les exigences de la guerre. Clairement, si un conflit à haute intensité éclate en Europe, les gouvernements seront conduits à prendre des mesures d'exception et à instaurer un contrôle strict des libertés publiques et, en particulier, de la liberté d'expression. La population acceptera ces mesures avec une forme de consensus, comme elle a admis la suppression des sites terroristes et le blocage des accès digitaux pour lutter contre Daesh. Nous serons alors entrés en régime de propagande de guerre, comme nous l'avons vécu plusieurs fois au XXe siècle.

La difficulté de la période actuelle réside dans le fait que le conflit n'est pas encore ouvert, sauf sur le théâtre informationnel. Ici, la lutte pour la crédibilité et la cohésion nationale fait rage. D'où l'envie des gouvernements de prendre des mesures d'exception. Mais les

peuples y sont rétifs, car ils ne pensent pas cette action nécessaire ou honnête. Nul ne croit plus dans la bonne volonté des hommes politiques. Le retard se creuse donc entre démocraties et État autoritaires.

En tant qu'analyste et historien, quels sont les scénarios que vous envisagez aux niveaux européen et international pour l'avenir de l'ONU ? Pensez-vous pouvoir encore exercer un pouvoir décisionnel sur les conflits et les destins de l'humanité ?

L'ONU a connu des hauts et des bas. Elle traverse aujourd'hui un creux avec le risque d'être submergée par la vague suivante. Sa crédibilité s'est dégradée à cause de prises de position décalées qui favorisent les États non-démocratiques traditionnellement avers à son encontre et peu respectueux du droit. Cette erreur tient à sa structure même qui donne une place aux États sans tenir compte de leur système politique. Pourtant, nous devons la défendre car elle demeure le fondement du droit et que nous avons besoin d'une instance de discussion avec des règles claires, connues de tous. Ce qui n'est pas le cas des G 5, 7, 20 etc... Ces instances qui réunissent des chefs d'États et de gouvernement se déroulent avec des logiques très différentes et sans règles véritables sinon la présidence tournante et l'accord sur les sujets abordés. Le destin de l'humanité dépend donc de cadres qui sont inadaptés car incapables de prendre en compte les instances scientifiques prévi-

sionnelles. La grandeur de l'ONU est d'avoir su se hisser au niveau des exigences scientifiques sur le climat. Le GIEC a ainsi pu devenir un acteur international et unifier le constat sur la situation mondiale. Il faudrait élargir ce type de pratique pour restaurer une pensée collective nécessaire à notre survie.

Quelle est votre évaluation des récentes attaques contre le droit international, qui ont conduit aux guerres actuelles ?

Le droit du plus fort n'a jamais totalement disparu. En réalité, le droit international a pu prospérer parce que pendant environ vingt ans, l'hyperpuissance américaine a garanti ce système. La concurrence de la Chine pour le leadership mondial a fait éclater ce consensus mondial autour du plus fort. La concurrence entre les deux géants empêche la survie de l'ancien cadre juridique et crée une incertitude avant l'émergence d'un nouveau cadre légal global. Sans doute le verrons-nous dans quelques décennies. Son apparition lente explique les tensions actuelles et le retour à la loi du plus fort, du mieux équipé ou du plus habile. La puissance tient lieu de justification.

Au-delà de la téléologie essentialiste, que peuvent nous dire les grands canons de la civilisation, en ces temps de pensée et de politique liquides ? Sommes-nous à la fin d'un cycle entre l'humain utopique et la prédominance des dystopies ?

Le monde est divers. Aujourd'hui encore, toute la planète n'est pas affectée de la même manière par la hausse du cours du baril de pétrole, une crise agroalimentaire, voire un risque sanitaire. Toute la planète n'avance pas au même rythme, avec les mêmes espoirs ou les mêmes peurs. Le concept de globalisation n'éclaire pas un processus constant ou uniforme. L'idée de société liquide de Bauman est valide dans le monde occidental, mais à l'échelle universelle, elle n'est pas adaptée. Ce concept est aussi mis à mal par la revitalisation de structures traditionnalistes comme les religions. Ces dernières favorisent une stabilité qui remet en cause ce concept pensé dans le déploiement de l'individualisme et de la mondialisation. Or, la remontée des frontières et les réaffirmations identitaires questionnent cette lecture.

Et votre question laisse entendre que depuis un demi-siècle nous aurions connu un monde apaisé. Ce n'est qu'en partie vrai. Depuis les années 1980, il y a eu les famines au Darfour, au Soudan, en Éthiopie ; il y a eu le génocide du Rwanda, la guerre en ex-Yougoslavie avec son effroyable épuration ethnique, les crimes contre l'humanité au Kivu, au Sierra Leone, d'innombrables crises de réfugiés... Pour toute une fraction de l'humanité le monde était une vaste dystopie. Sans compter ceux qui ont péri noyés dans la Méditerranée en espérant rejoindre une poche de prospérité. L'historien voit de faibles oscillations mais ne peut

prendre au sérieux les slogans des dirigeants sur la paix mondiale, la fin de la pauvreté ou de la famine. Il sait que tout ne peut avancer que par des efforts longs, lourds, volontaires, et que les vrais changements ne sont pas de l'ordre du virtuel. La course spatiale qui s'engage en est la preuve. Elle engendre une nouvelle course technologique et scientifique pour la maîtrise des planètes et de leurs satellites. C'est une source d'espoir et d'inquiétude à la fois. Mais elle porte un horizon universel.

Si ni le capitalisme ni le communisme n'étaient capables d'atteindre la plénitude humaine, que pouvons-nous attendre des sociétés du futur ?

Heureusement que l'histoire de l'humanité ne se limite pas à deux formes d'organisation économiques et sociales. Même Marx pense que d'autres ont précédé : l'esclavage et la féodalité. Non, il reste de multiples formes d'organisation à imaginer et sans doute plusieurs viendront. Nous avons à peine connu des technocraties réelles, ni un gouvernement scientifique et, encore moins, une vraie démocratie directe d'une population vraiment éduquée. Et ces formes seraient sans doute imparfaites. Car les êtres humains sont des créatures au programme génétique incomplet. Ils ont une marge de manœuvre, un libre arbitre sur leur organisation, contrairement aux abeilles qui reproduisent mécaniquement le même schéma comportemental suivant leur fonction et leurs caractéristiques physiques. Le point à garder à l'esprit est que nous venons de très loin.

La grande histoire humaine, qui inclut les phases premières de notre évolution, depuis les lointaines petites souris qui sont nos ancêtres jusqu'au premier hominidé, suppose le développement d'intelligences hors normes dans des espèces que nous imaginons à la manière de Descartes comme des mécaniques sans émotion. Or, pour en arriver à nous, il a fallu que des individus en grand nombre sortent de la programmation que leurs gènes prévoient. Cela doit nous pousser à envisager différemment notre avenir. D'autres mutations sont possibles qui adapteront nos descendants à leur milieu, dans un modèle évolutionniste classique.

Avec la fin des grands récits, peut-on dire, comme l'a dit Francis Fukuyama, que l'histoire est finie ?

La vieille thèse de Fukuyama n'est plus guère défendue, si ce n'est comme une lecture philosophique et dialectique de la vie publique internationale, comprise comme une entreprise progressiste. Pour la gauche, cette thèse n'était pas tenable dès les années 1990, car elle supposait que la fin de l'histoire se jouerait dans un monde inégalitaire. Or, seule une égalité assumée peut faire cesser les soubresauts de l'histoire et faire des femmes et des hommes de simples organes à bonheur, sans conflits ni oppositions. Nous en sommes très loin.

Quant à la fin des grands récits, rien n'est moins sûr. D'autres récits s'imposent dans le débat et les esprits. Le cas le plus flagrant est celui issu

du film *Matrix*. Ce film de 1999, est maintenant pris au sérieux dans la sphère numérique. Est-il vraiment possible que nous vivions dans une simulation numérique contrôlée par une Intelligence Artificielle ? D'autres récits sur les extraterrestres gagnent aussi en profondeur. Les statistiques en ce sens ne cessent de croître. Surtout, c'est une erreur de croire que les populistes ne produisent pas de grands récits. L'adhésion à leurs idées repose largement sur une conception de l'évolution du pays et de la nation. Enfin, le récit libéral continue de prospérer. Tout cela indique que l'histoire n'est pas seulement dépendante de l'organisation socio-économique mais qu'elle embrasse aussi les croyances et la culture. Et sur ce terrain la conflictualité est loin de s'éteindre, provoquant une écriture nouvelle de l'évolution de notre temps.

Et pour conclure, pour vous, l'avenir réside-t-il dans l'adaptation à l'ordre « économique » actuel de la « guerre », ou dans la réaction et la continuation de la construction d'un monde civilisé, comme une affirmation de nouvelles utopies ?

Depuis Toynbee la question de l'histoire cyclique fait toujours retour. Les civilisations, selon lui, suivaient un cycle naturel de naissance d'expansion et de déclin. Sa théorie du *Challenge and Response* impliquait qu'une civilisation ne peut répondre à tout, car elle s'est forgée sur un défi qui lui a donné des caractéristiques durables. Elle doit donc mourir pour qu'un nouvel ordre civilisationnel

puisse répondre à ce nouveau défi. Tout cela est très théorique et vu de loin. Dans les faits les hommes passent d'une civilisation à une autre avec de longs cycles d'adaptation et des phases d'hésitation. C'est un regard rétrospectif. Nous voyons bien comment depuis le XIXe siècle plusieurs ordres se sont succédé et comment la notion même de civilisation a trouvé une utilité puis a été rejetée avant un renouveau autour de la question religieuse au début du XXIe siècle. Notre avenir n'est aucunement soumis à l'économie de guerre que nous voyons poindre, si ce nous représente l'humanité. L'Amérique latine, par exemple, a une stabilité sur ce plan, en dépit des crises économiques et sociales qui la ravage. En revanche, l'Europe a un impérieux besoin de se repositionner sur le plan militaire et stratégique si elle ne veut pas être lentement rayée de l'histoire. Et sur une échelle plus vaste, les Etats-Unis ne peuvent pas continuer ce jeu de puissance incontrôlée, s'ils ne veulent pas que bientôt leurs anciens alliés ne leur tournent le dos et choisissent l'autocratie chinoise qui finit par leur paraître plus fiable.

Et ces choix ne suffiront bien sûr pas à esquisser notre futur. Car une chose est sûre pour un historien : rien n'est écrit à l'avance et l'application des théories de sciences humaines et sociales ne permet d'entrevoir que des possibles, de donner des indications voire des prévisions. Mais ce ne sont jamais des prédictions ni des prophéties comme en énonce

des religieux et des politiques qui ont pour but de façonner l'avenir à leur main.

Les écrivains et les cinéastes s'amuse à imaginer un avenir. Leurs visions et images façonnent nos représentations. Mais nul ne sait laquelle de ces histoires du futur peut éclore, d'autant moins depuis que les récits se multiplient à travers une pluralité de médias.

Merci beaucoup pour cet entretien. Quel message final aimeriez-vous laisser aux lecteurs ?

Une chose me préoccupe. Comme historien, la préservation des choses les plus précieuses de notre passé me tient à cœur. J'aime fréquenter les musées, les sites archéologiques, les villes anciennes... chercher des traces du passé dans

des espaces très contemporains J'aime aussi rechercher les récits qui ont précédés ou inspirés ceux que j'entends de nos jours. Je suis toujours émerveillé devant une création originale et une nouveauté dans la combinaison d'une intrigue. J'apprécie les créateurs qui font revivre d'anciennes narrations avec de nouveaux outils ou qui en forgent de nouvelles adaptées à ces nouveaux supports. Je suis émerveillé de voir que plusieurs dizaines de milliers avant notre ère, des femmes et des hommes ont effectué des dessins. Je crois fondamentalement que notre créativité doit être préservée et ne pas se limiter à reproduire des modèles existants. Je compte sur cette aptitude des êtres humains pour que continue cette aventure unique.

Interview with Fabrice d’Almeida, French historian and Head of the Department of Information and Communication Sciences at Paris Panthéon-Assas University



Interview conducted by
Celso João Carminati¹



Fernando Coelho²

¹ State University of Santa Catarina, Brazil; Universidade Aberta, Centre for Global Studies, Portugal. ORCID ID <https://orcid.org/0000-0002-3638-5489>.

² Translation into English by Fernando Coelho. Postdoctoral Fellow at Sorbonne University, France. ORCID ID: <https://orcid.org/0000-0002-2177-7017>.

The art of rethinking history

Fabrice d’Almeida is one of the most innovative French historians, producing historical knowledge through an interdisciplinary perspective in dialogue with literature, sociology, communication studies, and political science.

His academic training took place in prestigious institutions. He studied at the Sorbonne (Paris 1 Panthéon-Sorbonne University), then at the École Normale Supérieure, and, after passing the highly competitive agrégation in History, became a member of the École française de Rome. This trajectory explains the important academic research networks he developed in Italy, particularly with the Universities of Bologna, Milan, and Viterbo (Università della

Tuscia). In this context, he was awarded a fellowship by the prestigious Alexander von Humboldt Foundation at the Freie Universität Berlin, before working for two years at the Centre Marc Bloch.

Holding a PhD in History and qualified to supervise doctoral research, his academic career has unfolded in leading universities. He first served as Associate Professor at Paris Nanterre University before being appointed Director of the Institut d'Histoire du Temps Présent, and later becoming Full Professor of Contemporary History at Paris-Panthéon-Assas University, where he currently serves as Vice-President.

This remarkable academic path is further enriched by his numerous publications. In the intellectual world, Fabrice d'Almeida is a pioneer who has opened several fields of research that have since become central references in historical scholarship and in the humanities and social sciences. Since 1991, he has contributed to the creation of the fixed-image studies group and subsequently published *Images et Propagande* in French and Italian with Casterman and Giunti. This pioneering work demonstrates how industrial images were integrated into the history of propaganda from the nineteenth century onwards.

This line of inquiry was further developed in *Histoire des médias en France* (Flammarion) and *Propagande – Une histoire mondiale* (La Martinière). The aim of these works is to show

how popular imaginaries are constructed and what effects these mental representations have on the evolution of political societies.

Methodologically, his contribution has also been highly innovative. He was among the first scholars to propose a comparative historical method applied both to Italian and French political life (*La Politique au naturel*, Presses de l'École française de Rome) and to the internal logics of French and German political parties. Fabrice d'Almeida also introduced counterfactual history in France as a heuristic means of questioning social dynamics and structures, together with Anthony Rowley, in *Et si on refaisait l'histoire?* (Odile Jacob).

These works earned him several academic distinctions, including the Augustin Thierry Prize for his research on *Les Gardiens de camp de concentration et leurs loisirs* (Fayard), as well as invitations from numerous foreign universities: the University of Milan, LUISS Guido Carli, Sogang University, the Hamburg Institute for Social Research, Royal Holloway, University of London, and the University of Minho.

With the Universidade Aberta, Fabrice d'Almeida established deep research ties. There, he played a decisive role in the creation of the PhD Programme in Global Studies and in the approval of the UNESCO Chair in Global Studies, through the establishment of intercontinental academic networks that ensured its necessary internationalization.

He actively collaborates in the scientific ecosystem of Global Studies currently being consolidated around the new Centre for Global Studies at Universidade Aberta, serving on its international scientific advisory board and promoting research and publishing projects on the international stage. Particularly noteworthy is his role with the Collège international de philosophie in supporting the project of the “Global Dictionary of Human Rights”.

Over the last two years, he has been involved in strengthening cooperation between the Department of Communication at Paris II University and the Centre for Global Studies at Universidade Aberta in order to create an “Essential Dictionary of Global Studies”, bringing together scholars from different countries and systematizing the main research fields and concepts of this expanding area of study. This is an unprecedented project, as no comparable tool currently exists for identifying the leading authors and central issues of a field in full expansion.

In Portugal, special mention should be made of the publication of his work *História Global dos Ricos* (Lisbon, Cultura Editora, 2025), and this year the same publisher will release *História Global do Mal*.

Alongside his academic career, Fabrice d’Almeida has carried out significant work in

public commentary and the dissemination of knowledge through major French and international media, particularly television and radio. For seven years, on France 5, he presented historical documentaries in the programme «La Case du Siècle». He also wrote and directed dozens of television documentaries himself.

He was historical consultant for the Canadian documentary series «Love, Hate and Propaganda» (Radio-Canada, 12 episodes), and also presented and co-wrote the series «The Great Liars of History». In addition, he has carried out important work for major national radio stations. On France Culture, he was a monthly resident commentator on «La Fabrique de l’Histoire», while also hosting the daily programme «C’est historique!» on Europe 1. Over the last two years, he has written a weekly column for France Info.

This extensive media activity has earned him broad public recognition. He has received several distinctions for his outstanding services to the University, Science, Culture, and Society. He was awarded the Order of Arts and Letters by the French Minister of Culture, Roselyne Bachelot, and the National Order of Merit by former French President François Hollande.

Internationally, he has been awarded an Honorary Doctorate by the University Euro-Balkan and the Gold Medal of Cairo University.

Professor d'Almeida, thank you for accepting the invitation of the Center for Global Studies to this interview. Thus, we ask you to introduce yourself, by telling us about your training, your career as a researcher and professor in the main French institutions as well as your most recent research projects and publications.

The central point of my career is that I am a historian who is interested in the world and has sympathy for unwritten sources. And that goes back a long way. When I was a child, my uncle, Roland Topor, was a cartoonist. His gestures fascinated me. I loved watching him work. My mother used to write, but it seemed less magical than seeing a shape, an animal, a being, an object, appear on a blank page.

When I started working in history, it seemed obvious to me that images should contribute to our knowledge of the past and not only archives, such as those of the Socialist Party, on which I worked for a decade. I met various historians and museum curators, who are also passionate about mass images. We founded the Study Group of Fixed Images. In this context, there were specialists in drawing such as Christian Delporte, or in communist propaganda, such as Philippe Buton. And Laurent Gervereau and Laurence Bertrand-Dorléac gave an international impetus to our reflection, which suited me well, since I was doing my thesis in comparative history, between France and Italy. This led me to write my first book, *Images et Propaganda* (1995), published in France and Italy by Casterman and Giunti.

It was published before my thesis. And so this global perspective imposed itself on me, before the field of global history became truly experimental.

At that time, I saw it rather from a universal perspective. It was in Berlin between 2002 and 2005 that I began to explore the concept of globalization in the seminar of Jürgen Kocka and Hartmut Kaelble. It was there that I met Sebastian Conrad and other young researchers, such as Jakob Vogel, who, like me, was looking for a broader framework than comparison.

We moved in this direction when I took over as head of the Institute for the History of the Present Time (IHTP, CNRS), a research laboratory. With my deputy director Christian Ingraio, we have pushed forward the concept of shared history, i.e. a greater entanglement of themes and research teams. At that time, I met in Seoul Lim Jie-Hyun, one of the best Korean historians. He was our true introducer to global history, because he questioned all national logics as obsolete and full of prejudices dangerous for objective work on the past. At the same time, I met José Eduardo Franco who was also trying to develop a concept of global history in Portugal. To do this, he began to establish an international team, diversifying continents and scientific disciplines. Slowly, this approach to the world has become our tool, almost our reflex, even though we see today this tool being challenged by populists

and nationalists. Their spontaneous, almost naïve opposition shows their lack of awareness of being a fraction of the processes that we are bringing to light.

In addition, could you talk a little about the international partnerships you are developing and their importance for your institutions?

Over the years, the links with all these historians have been strengthened and internationalized. There have been multiple European exchange agreements (Erasmus, Socrates), with the Italians Alceo Riosa and Maurizio Ridolfi, who are passionate about images. The colloquiums organized with the LUISS of Gaetano Quagliariello. Or in Germany, the agreements with Markus Behmer and the University of Bamberg. In the United Kingdom, Stephen Gundle has also helped to build a network of European internationalists. And Corey Ross, whom I met when I was in Berlin at the Alexander von Humboldt Stiftung and then at the Centre Marc Bloch, was a partner in fertile discussions.

Getting students to travel and meeting colleagues is the basis of this work of shared history in which I am situated. On the global institutional level, with the IHTP we participated in the flying university developed by Lim Jie Hyun. Then we founded the Center for Global Studies together with José Eduardo with the University of Paris-Panthéon-Assas. This centre has gained international recogni-

tion by becoming a UNESCO Chair. This has allowed us to bring together new partners such as Jordan Plevnes, the rector of Europa Prima University, in Skopje, Macedonia.

All these experiences led to the creation of the study journal *Global*, an international journal, between France and Portugal, under the direction of José Eduardo Franco and Valérie Devillard.

My great difficulty was to keep this activity alive while starting a media career. Because by means of studying these sources, I ended up going to the other side of the mirror and making documentaries and programs dedicated to history myself. However, in this context, history is very strongly situated, in the national or even the local. It is therefore necessary to exercise global thinking as a dialectic in order to question all histories.

Seen from afar, a form of disconnection emerges between the history intended for the general public and that exchanged between academics. It is possible to reconcile them, but by using the attractive codes of the media to support pedagogy. This is a question that seems essential to me nowadays, as there is an increase in the number of «experts» and «influencers» in history, many of whom do not have a real knowledge of first-hand sources, archives, or others.

As director of the Department of Information and Communication Sciences at your university, could you tell us what the biggest challenges facing the media today are, in your country and around the world, given the different realities, democratic cultures, autocracies and totalitarian states?

The current situation is very painful for the media. Especially in contrast to the world we come from. In 30 years, the written press has declined like never before on a global scale, even if there are still countries where it remains powerful, such as Brazil or India. In the Western world, the collapse of the local and national press has had the effect of weakening democracy and the rational logic of voters. It is a civic revolution that has been played out with the shift to digital and then social networks. Even television, once the mass media par excellence, is outdated. It still holds some major events such as the Olympic Games, the football World Cups and certain political moments such as the coronation of great sovereigns, such as Charles III, but its place in daily life is diminished. In retrospect, we realize the fundamental role it played in the spread of democracy in the 1980s and 1990s. Its eclipse leaves a world less objectively visible to the entire population of a country or region of the world.

And there is this paradox of digital tools in which the adequacy of reality is not a guarantee of success. For the historian, the phrases of the sociologists of the 1960s, such as Edgar Morin, sound cruel. Morin evoked his contem-

porary mentality as a kind of modern Middle Ages, with absurd rumors taken seriously by a public ready to follow its emotions. We are still there, with the hope that digital tools and AI will be able to find an improved civic use at some point. Because their current state illustrates the tremendous regression caused by the fear of globalization. Propagandistic, lying or fantastical uses correspond to a moment in this provision of instruments that will be used again, not necessarily for the worse. There are signs of this transformation at work in a discreet way. For example, it is the new uses of telephone applications and the Block Chain that make it possible to switch part of the administrative activity to mobile phones. Identity cards, driving licenses, civil status, for example, are dematerialized in several European countries, from Latvia to Macedonia and Ukraine. These «super apps» become serious tools of communication between the State and the citizen and participate in a form of «Serious Turn», when everything was moving towards play, ease and playful or manipulative fake... Another indication is the success of reference media produced by universities. Oxford news commentaries are often quoted, especially in geopolitics. But a number of courses and diplomas accompany this movement, which puts knowledge back at the center of collective thought. These are small signals, but they show the emergence of another logic capable of limiting the powerful movement of

tensions and identity withdrawal at work in many countries.

With the advancement of digital technologies and artificial intelligence, do you think it is possible to continue to build more open societies, especially in the context of the large communication conglomerates, which advocate unlimited initiative in their media, without any control or regulation? Could you explain to us what importance this has for the debate in research and academic training institutions?

The current movement is contradictory in the academic world. There is clearly a movement to close it, with calls and petitions from colleagues who see this innovation as a cognitive risk for our children's brains. They see AI as a tool to be unlearned, as a striking support for skills that will be definitively lost for the youngest. They also consider the risk that one of these entities will become so powerful that it decides to do without humans or to enslave them, even if for the moment AI does not have the tools to interact with reality to guarantee survival in complete autonomy. Some professors are calling for a ban on the use of AI for students, or even for teachers, in order to guarantee the quality of our students' intellectual capabilities.

Faced with them, another movement, more numerous it seems to me, notes that AI has already become pervasive. It is present in companies, particularly in journalism and communication, where the media require their

employees to use it to correct news stories or write articles or speeches, especially for on-line products. So, there is no escaping it. It is therefore necessary to sort out the acceptable, dangerous or unsuitable uses for the acquisition of knowledge and methods. This means doing what many universities have begun to establish: ethical charters. We can thus define the framework that corresponds to our requirements to bring our students to a good capacity for analysis and to uses of AI that are mastered according to the needs of the exercises and teachings.

This path certainly involves risks, as with all major technical revolutions. It also carries the ecological cost that these tools entail, which require more and more energy and storage space to become more efficient. But outright rejection would be a form of resignation as our students enter a world where these tools will be present all over the planet.

Finally, let's keep in mind that not all activities can be done by an AI or a robot, because it would make no sense, so an AI cannot meditate on your behalf. An AI can't love for you. Nor can we experience the same spontaneous joy at the flight of a butterfly, the laughter of a child or the caress of a dog. History teaches us that not everything is structure, recurrence. It is one of the few disciplines that reserves its place for the irreducible singularity of each moment, of each event.

Does the ethical training of media professionals still serve as a guiding principle, or have market pressures and the pursuit of profit undermined these boundaries?

Professional ethics are fundamental in the world of media. Even more so in the age of *Fake News* and *Deep Fake*. Journalists quickly understood the importance of their ethics. The first charter of good conduct in France dates to 1918. It has been modified and adjusted several times, but it is based solely on professional honor. It does not establish penalties for non-compliance. Only the judgment of peers counts. Today, there are charters in most media outlets and journalists-deontologists also hold positions as mediators with the public. It has improved things.

In the prevailing relativism, this work is difficult and it is made even more difficult with the rise of criticism by feeling. The subjectivity of the pain, or even anger, caused by information and/or the way it is presented undermines the key notions of «truth» and «objectivity». Information is thus subject to the risk of legal proceedings far beyond simple defamation. This poses a risk to the very foundations of the journalistic profession, in this case providing true news, and it also risks reducing freedom of information. This issue is all the more sensitive because the major institutions have the means to carry out judicial harassment to prevent criticism against them and to hinder the emergence of whistleblowers

within them. Journalistic investigative work is therefore weakened. The risk in the long term is that the media will become communication and advertising media.

Journalists rely little on research and academia to defend their ability to act. At best they participate in training, but there is no continuity between the world of knowledge about the media and the media themselves. Few chairs are funded by the media. We have one in Assas, founded by Nathalie Sonnac. I directed it for 6 years, the Audiovisual and Digital Chair, financed by the Newen group, one of the largest French producers. We held three international conferences that discussed the rise of platforms and their effects on large European groups. Already, the issue of media concentration and their weakness in the face of the major digital and financial players was sensitive. At the first symposium in December 2017, the Minister of Culture, Françoise Nyssen, defended investment in national and European media, while the platforms took the lion's share of advertising resources. But on the same day, the President of the Republic declared that «public broadcasting is a disgrace for our fellow citizens». The speakers at our conference, including Delphine Ernotte, president of France TV, and Mathieu Gallet, president of Radio France, preferred not to respond to this violent criticism. It was one of the rare moments when the academic and media worlds were ready to stand up against the executive. But the op-

portunity was lost. Everyone has traced their own path. Academics have seen the value of working on platforms that now have a large capacity to fund research. For historians of globalization, this moment of failed alliance shows that transnational tools must be taken seriously. The power of digital technology lies in its deterritorialization. States know this, and they want to confine them within borders, to make them feel sovereignty.

What are the roles played by the major communication agents in universities, in training and research today? Do you consider them an essential or distinguishing element in the context of the end of the last century to the first decades of the twenty-first century?

At IFP, we have a strong focus on the integration of our students into employment. We have therefore brought our training courses closer to professional circles. Firstly, by encouraging students to do internships or work-study programmes. Secondly, by opening the doors to the world of business and administration, in terms of communication. We invite CEOs, managers, and all kinds of communication actors to present aspects of these jobs. For ten years, we received one of the leading figures in advertising, Jacques Séguéla, who presented the brands to our students. We gave him an honorary diploma from the university, his first in communication, because he studied pharmacy in his youth! Stéphane Fouks, from Havas, Gauthier Piquet from Publicis... Or Blanca Juti,

the formidable director of communications at L'Oréal. And even recently, Microsoft's director of communications for Europe, Alexandra Laferrière... Not a week goes by without a major figure from the sector being within our walls.

Each time, this allows students to see concretely what their activity really covers, their tools, the constraints of analysis and also their judgments on the evolution of communication and the media. It also enriches the content of our research work, because we see on a daily basis the transformations of media coverage in a broad sense, in this case the mutation between media and digital spaces under the effect of innovations and inventions. And social uses, of course.

What contributions can the recent dynamics of globalization, especially in an open market, where the mobility of capital and goods shifts their original borders, overlapping interests and influences on political decisions in different countries, bring to the business world and to public communication institutions?

We are going through a paradoxical phase of globalization. The decline in international trade has been evident since 2007/2008. It is now only a quarter of what it used to be. The WTO has gradually failed since China's entry in 2000. This country has obtained so many advantages that the others have multiplied disputes to try to balance. As a result, the organization is paralyzed. Added to this is the rise of populist and nationalist demands. The

movement is so strong that some are talking about deglobalization. The process would be reversed. We would see the end of a century of openness as the French journalist/economist François Lenglet announces in *La fin de la mondialisation* (2013) and *Qui sera le prochain maître du monde?* (2005). These are books that I edited and that make a big impression on me. Because geopolitics has profound implications for the world of media.

The logic that prevailed in the 1980s and 1990s was to broaden audiences by establishing broadcasting media intended for the greatest number of people. Telephone and electronics companies have opened pipes all over the world to broadcast what has been called «content». It wasn't necessarily information, on the contrary. Entertainment, music, fiction: all products that can attract any audience. The main thing was to find the widest possible audience. The same reasoning has applied with the emergence of social networks. This time, it was not even entertainment but everyday, small emotions with a cat or a dog. The content has become basic and circulation worldwide. These developments have transformed the qualities of content to be worth broadcasting. We have gone from the variety shows of the 1980s and 90s with singers and comedians, even sports, to international fiction programmes, series, which still today attract a global audience, even when they come from a small Asian country like Korea. *Squid Game* is a model of this global integration. A series

that denounces the rich and capitalists and puts survival above all else. Even these series seem to be on the way to being overtaken by the addictive content of social networks and their reels. The paradigm of communication channels needing to be constantly filled with as much content as possible shows a logic of change in popular culture.

In this context, it is difficult to use the old notions of cultural creation. Yet they survive. Major international exhibitions still exist with immense success. The LVMH Foundation in Paris, the MoMA in New York and the Gulbenkian Foundation in Lisbon are among the places that bring art and creation to life in their classical dimension. All of them manage to influence the media and adapt to the new media to spread their activity. And in this context, the scientific world still has enough impact to establish each artist in his or her rightful place and contribute to the debate on culture, or even the cultural. And to get out of the shade of forgotten personalities. There are still scientists who carry out the work of authentication, cataloguing... Information and communication sciences have their place in this universe, as do history and art history.

The survival of the quality of thought and research requires scientists to hold these old bastions of culture as well as new tools, including AI, which is changing the space of thought.



How do you assess the importance of public opinion and the free press, in the context of the creation of movements capable of building and having a positive impact on the decisions of political agents in countries?

Where is rationality today? The question you ask postulates that public opinion and the free press would be better able to solve the problems than political leaders. As if they were the messiahs of truth. But the press also has its commitments and prejudices. One only has to read the articles on the conflict in the Middle East to measure how difficult objectivity is for the «free press». It is often committed, on the left or the right, for or against the Palestinians or the Israelis... Political leaders, however mediocre, have a higher level of information. They benefit from all kinds of administrations that give them an advantage over public opinion or journalists: intelligence services, diplomatic agencies, statistical services, etc. As is often the case, there are not the white knights on one side and the dragons on the other. But a grey area in which choices are evaluated with more or less adequacy to reality. Trump's example is striking. Objectively absurd and illogical decisions rub shoulders with very rational choices from an economic point of view. It sometimes seeks to benefit certain categories of Americans (oil and gas companies) and other times directs financing towards others (measures for their farmers). The game of interest sometimes contradicts reality and always the opposing opinions. *The*

New York Times is an excellent newspaper, but it also has its anti-republican prejudices that cause it to lose sight of the ambivalence of presidential choices.

We must therefore maintain our critical distance even from actors such as those in the media whose work we appreciate. Often this same quality press obscures subjects that carry considerable electoral weight. An example? In France, the announcement in 2018 of the lowering of the speed limit on departmental roads to 80 km/h was rational to save lives. But for those who live in the countryside, it was unbearable, because it called into question their feeling of freedom of movement. This decision triggered - to the surprise of the leading press - a social movement on a scale not seen since May 1968. The difficulty for the historian therefore lies in the choice of sources to understand the present time. Public opinion is divided through so many narratives. In Portugal, how can we read the news and the appearance in a few years on the foreground of Chega? Through the internal sources of this movement, an epic emerges. Seen by many specialists, it would be a return of those nostalgic for Salazarism. But by broadening the focus to Europe and the United States, by looking at the composition of the campaign themes, this party is in line with nationalist populist movements such as the *Rassemblement national*. The change of focus gives another indication. It is not a political tradition of the twentieth century that is being revived,

but rather an anti-globalization dynamic of the twenty-first century.

The world is increasingly complex and confused, with tensions, wars and predatory trade, etc. But they say that «advertising is the soul of the business». This is how industry, commerce, governments, and especially those who use them as a resource to perpetuate themselves in power, survive. One can imagine countries where authoritarian governments manipulate the population as a means of managing and defending their interests or privileges. How do you assess the propaganda machine, coordinated by Nazism as a means of controlling atrocities, and how do the current policies of countries that are waging war today, such as Israel, the United States of America, Russia, Iran and others, use it as a hegemonic strategy of domination and control of populations?

The return of the concept of propaganda today requires clarification. It had been widely discredited since the 1960s to the point that the expression «political communication» replaced it, even in the former communist countries, after 1990. Dictatorships have also dropped this word on behalf of *Public Relations* and *Communication*. The expansion of the number of democratic states at this time largely explains the intellectual victory over terminology widely exploited in the totalitarian regimes of the twentieth century. This restrictive conception of propaganda as a by-product of totalitarianism ignored the long history of this notion, which originated in the Catholic Church to signify the «propagation» of the faith. Then, it became synonymous with

doctrinal education in public life. Lenin understood it like this.

After its eclipse in favor of communication, the term began to return thanks to the invasion of Iraq in 2003. Suddenly, the world sees that lies and manipulation are making a comeback in the great American democracy. The control imposed on *embedded* journalists raises doubts about the quality of military communication. The word propaganda comes up in the debate. Today, it means strategic communication (StratCom, for the British), i.e. a coordinated and global use of information and communication, hierarchical and aligned with civil-military interests, in the context of information warfare. This is very similar to the propaganda carried out by democracies at the time of the world wars. Analogies and comparisons thus encourage the return of this term and this perspective to the public debate.

However, almost nothing has changed and states continue to face opposition, blockages and loss of credibility. The prospect of the decline of democracies and the discrediting of communication is general. State lies have a very short lifespan. People may pretend to believe them, but they continue to think for themselves. The Iranian regime manifests this tension between a minority of interests and beliefs that no longer has any credit over the rest of its population, which is subjugated by terror rather than by consensus.

In the private sector, a similar change is underway. It is not just a question of advertising, a work of image and brands inserted, framed, in a reputation that is itself implemented during major events. No, it is also a question of situating oneself in relation to the great universal values that are the foundation on which the products are based. The big brands have their mythology: freedom is Levis jeans; self-esteem would be L'Oréal; or tradition is carried by Louis Vuitton; non-reproducible craftsmanship is the guarantee of Hermès... However, the public forgets these notions a little. They are part of a cloud of meaning that mixes product images, branded items, video clips, and fragments of speech. In short, there is a fog of the economy, just as there is a fog of war when tensions multiply and competition leads to a loss of bearings, as communication multiplies through a multiplicity of media and content. Advertising is therefore no longer really a consolation. It constitutes an additional factor of doubt, even a provocation for a part of the public who show their hostility to it. Our time is no longer that of the dumb masses. We are in the era of active individuals and citizens eager for participation and action.

Professor, since the journal is called «e-Letras com Vida», as a history teacher, could you tell us what are the main issues that concern you today? Why?

As you can see, I think we are in a different era of gender confusion than in the 1980s,

for which there is a very strong nostalgia. The current situation is very different from our distant past. The European world has been marked by the old tripartition that has imposed itself from high antiquity to the modern era, Georges Dumézil (*L'idéologie tripartite des Indo-Européens*, 1958) and Georges Duby (*Les trois ordres ou l'imaginaire du féodalisme*, 1978) explained to us. The social imaginary was structured into three classes: the *oratores*, the *bellatores* and the *laboratores*; those who pray, those who fight and those who work. The beginning of the modern period opens up another classification. The world of prayer expands into that of culture which includes education; the world of combatants expands to include politics, which amounts to reversing Clausewitz's formula: politics is the continuation of war by other means, as the ethnologist Marc Abélès pointed out (*Un ethnologue à l'Assemblée*, 2000). Finally, those who work, the economic environment, become the first in order. These three sectors, the economy, politics and culture, were still strongly separated at the beginning of the twentieth century. Each of them had their own criteria for success and could not impose them on the others. They were in fact principles of justice.

Totalitarian states have challenged these virtual partitions to concentrate all activities in the hands of political leaders, whereas liberal societies tended to let them prosper separately. The neoliberalism of the 1980s also broke this separation by requiring the economy to run

everything, in the name of its efficiency. This movement has led to global openness and the increased power of entrepreneurs.

The current reversal sees the continuation of this movement but with one change: the economy is subservient to sovereign politics. Power prevails over sovereignty, understood as a set of limits placed on politics for the exercise of freedoms. The business world is now subservient to the States, in the name of cultural tradition.

The risk is therefore a new enslavement of culture at a time when its very expression is disturbed by the emergence of new ways of thinking (AI) and communication (networks, platforms). The challenge is to maintain a strong and stable academic tool. However, public finances are also sucked into the power game. It is therefore necessary to constantly prove the effectiveness of academic work in finding private financial resources. In short, free and gratuitous thought, considered fundamental, is in danger of disappearing. Our generation must face this fight. It must show that a butterfly wing is not only useful for understanding aerodynamics, or meteorology, but that it has poetry and aesthetics that deserve our attention. Our creativity is thus subject to an unprecedented challenge at a time when the issue of the planet's limited resources and global warming imposes its constraints.

The exploitation of natural resources has given rise to many conflicts and economic interests in societies, leading to the displacement of populations in search of survival and the increase in poverty around the world. What is your analysis of the immigration policies of the countries of central capitalism, such as the United States of America and Europe?

Our countries have been pioneers in establishing the diagnosis. They have invented techniques to reduce the level of CO₂ in the atmosphere, with renewable energies. They looked for methods to reduce energy expenditure. The discourse on the environment has been very powerful to the point of generating a kind of guilt complex and a hostile reaction in the population. In fact, the peri-urban and even rural working classes have been hit hard by environmental measures. These modest workers travel by car, and transport costs have exploded, as well as heating costs. For these poor households, ecology is a strong economic constraint. Their malaise has paved the way for protests and political projects hostile to environmental policies, such as Trump, who took the subject of climate-skepticism and converted it into a voice. His rise to power has led to an increase in the place of hydrocarbons in the American economy and growth. Its purpose was to lower the cost of energy to promote expansion. But his geopolitical choices have eventually had the opposite effect. In a country like France, the yellow vest movement is the result of this

resistance to environmental policies that are too brutally applied.

In the context of the current wars, since Russia's invasion of Ukraine, ecological issues have been relegated to the background. The rise of rivalries between powers imposes a rearmament agenda that requires reindustrialization. Of course, we can hope that these new weapons and factories will be more eco-responsible, but Russian, Chinese, and American pressure is putting these investments on Europe. The danger of a loss of sovereignty by the European Union is therefore pushing back environmental options, to the point that in the political debate these issues have been eclipsed.

For a scientist, this attitude is not satisfactory. The climate clock continues to tick, as do the risks to biodiversity. The affirmation of international law is the only alternative to fight the revival of imperialist logic. The division between powers and their race towards markets controlled by them ultimately degrade the living conditions of humanity. This is absurd. Our commitment to maintaining international relations and introducing a global perspective into contemporary thought therefore has a political value, because it reintroduces the imperative needs of our planet into the debate. And this applies, of course, to poverty and hunger on a global scale. We often forget to say that the opening of the economy in the 1980s helped take nearly a billion people out

of hunger. A regression in this area would be fatal to them.

António Guterres, UN Secretary-General, said that «humanity has opened the gates of hell». Taking into account the wealth accumulated in the hands of a few people in the world, the exploitation of human labor, which is poorly paid, and the increase in extreme poverty in many countries, what do you consider necessary and possible to reverse this reality and avoid the depletion of nature in the world?

This sentence, pronounced two years ago, underlined the already strong indifference to global risk. But the question you ask goes further. It raises a question about the social and organizational model of humanity. Since Deng Xiaoping opened China to the market economy and the Soviet Union broke up, the liberal model has made its mark in economics. Almost all countries are now based on the logic of entrepreneurial investments and on the model of a capitalist economy. And in fact, the accumulation of wealth has been carried out on the richest since that time. They are the ones whose fortunes have exploded on a global scale. No African was a billionaire in the 1980s, there are more than 20 today. And the four richest Africans own more than 57 billion euros, more than the combined wealth of 750 million inhabitants of the continent. Billionaires concentrate a large part of the investment. And this model is found in China, which has already had more billionaires than the United States. This turning point linked

to globalization since the 1980s reflects a change in mentality. Where the twentieth century thought that the state was the best agent for concentrating and directing the largest sums, the model of the prophetic entrepreneur who is supposed to hold the keys to the future is now the rule. And these leading personalities such as Steve Jobs, Bill Gates, Larry Page, Elon Musk, Peter Thiel, to name and mention the Americans, are concentrating phenomenal sums of money on themselves. We have left, as the Marxists would say, the state monopoly capitalism to enter the era of monopoly capitalism of the bosses. Because all of them are looking for exclusivity in their sector and are counting on innovation to impose their project and their power. What is new is that everyone has an influence on the public authorities and even wants to become decision-makers for society as a whole. Everyone knows the example of Silvio Berlusconi, who dared to do in Italy what each of them dreams of.

The problem is that the confusion of economic, cultural, and political powers diminishes the effectiveness of each of these sectors and risks creating the conditions for tyranny... The separation of powers is not only a question of democratic sovereignty. It involves social organization. The presence of several principles of justice in a society is the only one that guarantees a minimum of freedom to individuals. Feudalism collapsed on the realization of its low yield and the weight of the constraints that the elites imposed on the masses. The

risk would be to see such political-economic-cultural entities reconstitute themselves in the twenty-first century.

Is it still possible to bet on the dream of Fraternity, Equality and Liberty, as a utopia of coexistence in humanity? Are there examples of this is happening today?

In fact, equality and freedom are not utopias. These are very concrete objectives, and fraternity too. The latter has even entered French constitutional law as an obligation to help our fellow human beings. These notions shed light on access rights, health and social protections. They also include cultural issues such as the preservation of ways of life or religious practices.

Many countries accept these principles, although fewer than before do so. Even today, half of the world's population lives in a democracy. Of course, there are many attacks on principles, but the framework is still present. And the population of some authoritarian regimes aspires to enjoy such values. All is not lost. In addition, some places impose a vision of fraternity with solidarity. We can see this clearly in places of suffering such as hospitals. Volunteers are ready to help the doctors. And in many professions of *care*, rescue, or in charities, the resources of generosity seem infinite. Digital links are not so loose. The proof, solidarity fundraisers have sometimes reached the global scale. The Red Cross has under-

stood this and has adapted its model to the new tools, a sign that donors are no less generous than before. The tragedy today lies in the disengagement of the State, which, under the pressure of military needs, is reducing aid to social relief associations.

With the wars underway, can we say that we are facing the end of the old democratic, constitutional and judicial world order? According to your assessment, will the future of nations be to invest in weapons for the defense of internal and external «enemies»?

Change is slower and less radical than it appears. Just as the change of atmosphere was furtive before becoming manifest at the end of the nineteenth century. In the 1890s, first, free trade was called into question. Then rivalries resumed and settled on a few points such as Morocco or the Balkans. Secondary conflicts developed at the same time, such as the Boer War. Finally, a political assassination, that of Archduke Franz Ferdinand, the crown prince of Austria-Hungary, broke the course of this slow drift by triggering the conflict. However, this was not the first murder of this type. Empress Elisabeth of Austria had also been the victim of a murder, but this had not caused a chain reaction. The deaths of her son and daughter-in-law, on the other hand, produced a series of events almost mechanically until the war. We are not exactly at that moment, yet we can see that Russia is preparing an army by 2029-2030 with 1.9 million men (the largest

in Europe) with the largest tank reserve (7000) and the largest air fleet. «One can imagine that Putin is not doing all this for nothing», an ambassador told me... Especially since, according to Putin, NATO is weakened by Trump and the disagreements between allies. Only our preparation can prevent us from facing a surge. The paradox is that the historian knows that nothing is written. But he must see the trends and therefore the risks taking shape more precisely every day. In Russia, nothing is simple either. From Putin's point of view, his own state and his own people are also tired of the efforts required since 2014 and especially since February 24, 2022. They are subjected to repression, and their weariness can shake the military system in place. Our democracies are sometimes fragile, sometimes solid, as the Ukrainian example still demonstrates every day. The current apparent weakness of democracies masks structures of strong solidarity that are reactivated in phases of aggression, as illustrated by the terrorist crisis of 2015-2016.

In this context, how do you assess the attacks and the decline of fundamental human rights, freedoms and democracy? Can the values of the Enlightenment still be considered as constitutive of the realization of the human project?

We have lived with an illusion, that of the dynamics of the West, as Norbert Elias (*La Dynamique de l'Occident*, 2003) thought it. We were destined to live in larger and larger

systems that would give us more and more rights. This continuous progress was to lead to a world government with peoples and individuals emancipated and free, as much as responsible for their actions. But this pattern comes up against the reality of a decline in rights, which are unequal depending on the region, and legal progress in some countries. I am thinking of transgender or homosexual people whose rights have progressed in the great democracies. At the same time, the rights of immigrants have declined. The lesson is that simplistic sociological forecasting models do not work. The balance of power varies and requires a constant reassessment of what is at stake before our eyes. And then the evidence of the contradictory movements that globalization gives rise to on the logic of social, ethnic and political identities becomes apparent. The *Clash of Civilizations*, of which Huntington was the theoretician, is also part of this logic of unequal work of rights. For, if civilizations are based on a religious basis, they also have a political expression. However, each civilization evolves with its own scale of values and, sometimes, in contradiction with the clock of human rights that we thought were global, but which, obviously, are not respected everywhere. A historian guesses that these forms of organization tend to align themselves in spite of everything, because peoples also make comparisons and try to find models that ensure their survival and that of humanity.

Do you think that mobile phones, televisions and social networks can be considered as resources for the construction of a new world order?

Technical objects are not enough to define a politico-mediatic regime. We still need uses, an imaginary and representations that go in this direction. On the one hand, they can be an opportunity for knowledge and information. And on the other, there is support for false information, propaganda and regressive addictions. The mobile phone is a blessing to overcome some of the challenges of geography. It is one of those tools that make the earth smaller. It brings families closer together and allows remote work as well as calling for help in an emergency. But the smartphone is already on the way to being overtaken by AI agents who will guide our behaviors or even supplement our actions. Manipulation can enter the heart of our homes, if we do not do what is necessary to hinder abusive or dangerous uses. This therefore refers to education and its founding principles. Preparing our children's brains well and avoiding a cognitive catastrophe must be the goal of all educators today. And therefore restrict the uses of technical objects to adapt them to the needs of societies.

Could you tell us if there are any differences between propaganda and the concrete actions of leaders whose countries are involved in wars?

Communication has gradually invaded everything in public action and politics. For

many leaders today: to say is to act; To communicate is to decide. Governments therefore make massive use of communication tools to support their decision, counter the discourse of their opponents and make their actions more effective. All democracies have this way of doing things, which is based on the idea that the role of elected representatives is to give direction to their fellow citizens, to change their behavior. These soft forms of manipulation have been referred to as «liberal paternalism» (Richard Thaler and Cass Sunstein, *Nudge*, 2008).

Authoritarian states do the same. But with the tenfold capacity to be able to silence their opponents. Censorship is their absolute weapon. They can cut off digital services, block platforms, social networks and launch campaigns through all communication instruments. In this sense, propaganda is indisputable in a system where only the government can express itself, without opposition or contestation.

So much so that democracies, in the context of hybrid wars, sometimes think it necessary to reduce public freedoms in the face of terrorists, radicalized political fringes and rival powers. They also attack the platforms. France cut off Tik Tok in New Caledonia during the independence riots, an unprecedented act in our democracy. This amounts to censoring a legal media. We haven't done it since the Algerian war.

Russia, of course, is doing more: it is cutting off the internet, shutting down radio and television, murdering journalists... But it is not the difference in the degree of censorship that matters. It is the difference in principle: in this country, there is no competition for power. «Sovereign democracy», as the Russian doctrinaires call it, is first and foremost a sovereign without democracy, a monarchy that has degraded into tyranny. It has nothing to do with democracy and its communicative practice is in line with authoritarian-totalitarian practices. We are therefore faced with propaganda that does not hesitate to lie, misinform and carry out intoxication operations to achieve its objectives. China is in the same dynamic, Iran too, and so many others...

When democracies employ dishonest methods such as lying or cheating, their governments end up paying the price through defeat and even prosecution. Tony Blair, the British Prime Minister who covered up the lie about the existence of weapons of mass destruction during the invasion of Iraq in 2003, experienced this punishment by the loss of confidence and the obligation to withdraw. So, there is a huge difference between the democratic situation and that of autocrats.

The greatest threat to information and intellectual freedom lies for democracies in the demands of war. Clearly, if a high-intensity conflict breaks out in Europe, governments will be led to take exceptional measures and

to establish strict control of public freedoms, in particular freedom of expression. The population will accept these measures with a form of consensus, as it has admitted the removal of terrorist sites and the blocking of digital access to fight Daesh. We will then have entered a regime of war propaganda, as we have experienced several times in the twentieth century.

The difficulty of the current period lies in the fact that the conflict has not yet begun, except in the information theatre. Here, the struggle for credibility and national cohesion rages on. Hence the desire of governments to take exceptional measures. But the people are reluctant to do so, because they do not think this action necessary or honest. No one believes in the goodwill of politicians anymore. The gap between democracies and authoritarian states is therefore widening.

As an analyst and historian, what are the scenarios you envisage at the European and international levels for the future of the UN? Do you think you can still exercise decision-making power over the conflicts and destinies of humanity?

The UN has had its ups and downs. It is now going through a trough with the risk of being overwhelmed by the next wave. Its credibility has deteriorated because of offbeat positions that favor non-democratic states that are traditionally greedy against it and have little respect for the law. This error is due to its very structure, which gives a place to states

without taking into account their political system. However, we must defend it because it remains the foundation of the law and we need a forum for discussion with clear rules, known to all. This is not the case for the G5, 7, 20 etc... These bodies, which bring together heads of state and government, take place with a very different logic and without any real rules other than the rotating presidency and agreement on the subjects discussed. The destiny of humanity therefore depends on frameworks that are unsuitable because they are incapable of taking into account scientific forecasting bodies. The greatness of the UN is that it has been able to rise to the level of scientific requirements on climate. The IPCC has thus been able to become an international player and unify the assessment of the global situation. We should expand this type of practice to restore the collective thinking necessary for our survival.

What is your assessment of the recent attacks on international law, which have led to the current wars?

The right of the strongest has never completely disappeared. In reality, international law has been able to prosper because for about twenty years the American hyperpower has guaranteed this system. China's competition for global leadership has shattered this global consensus around the strongest. The competition between the two giants prevents the survival of the old legal framework and

creates uncertainty before the emergence of a new comprehensive legal framework. No doubt we will see this in a few decades. Its slow appearance explains the current tensions and the return to the law of the strongest, the best equipped or the most skillful. Power takes the place of justification.

Beyond essentialist teleology, what can the great canons of civilization tell us, in these times of liquid thought and politics? Are we at the end of a cycle between the utopian human and the predominance of dystopias?

The world is diverse. Even today, the whole planet is not affected in the same way by the rise in the price of a barrel of oil, an agri-food crisis, or even a health risk. The whole planet is not moving at the same pace, with the same hopes or the same fears. The concept of globalization does not shed light on a constant or uniform process. Bauman's idea of a liquid society is valid in the Western world, but on a universal scale, it is not suitable. This concept is also undermined by the revitalization of traditionalist structures such as religions. The latter promote stability that calls into question this concept conceived in the deployment of individualism and globalization. However, the rise of borders and the reaffirmation of identity call into question this reading.

And your question suggests that for half a century we have known a peaceful world. This is only partly true. Since the 1980s, there have

been famines in Darfur, Sudan and Ethiopia; there was the genocide in Rwanda, the war in the former Yugoslavia with its appalling ethnic cleansing, the crimes against humanity in the Kivus, in Sierra Leone, countless refugee crises... For a whole fraction of humanity, the world was a vast dystopia. Not to mention those who drowned in the Mediterranean hoping to reach a place of prosperity. The historian sees slight oscillations but cannot take seriously the slogans of the leaders about world peace, the end of poverty or famine. He knows that everything can only move forward through long, heavy, voluntary efforts, and that real changes are not of virtual order. The space race that is underway is proof of this. It is generating a new technological and scientific race for the control of the planets and their satellites. It is a source of hope and concern at the same time. But it carries a universal horizon.

If neither capitalism nor communism were capable of achieving human fullness, what can we expect from the societies of the future?

Fortunately, the history of humanity is not limited to two forms of economic and social organization. Even Marx thinks that others preceded them: slavery and feudalism. No, there are still many forms of organization to be imagined and no doubt several will come. We have hardly known real technocracies, nor a scientific government and, even less, a real direct democracy of a truly educated population. And these forms would probably be im-

perfect. Because human beings are creatures with an incomplete genetic program. They have room for maneuver, free will over their organization, unlike bees which mechanically reproduce the same behavioral pattern according to their function and physical characteristics. The point to keep in mind is that we have come a long way.

The great human history, which includes the first phases of our evolution, from the distant little mice that are our ancestors to the first hominid, presupposes the development of extraordinary intelligences in species that we imagine in the manner of Descartes as emotionless mechanisms. However, to get to us, a large number of individuals had to step out of the programming that their genes predicted. This should push us to think differently about our future. Other mutations are possible that will adapt our descendants to their environment, in a classical evolutionary model.

With the end of the great narratives, can we say, as Francis Fukuyama said, that history is over?

Fukuyama's old thesis is hardly defended today, except as a philosophical and dialectical reading of international public life, understood as a progressive enterprise. For the left, this thesis was not tenable in the 1990s, because it assumed that the end of history would be played out in an unequal world. However, only an assumed equality can put an end to the upheavals of history and make

women and men mere organs of happiness, without conflicts or opposition. We are very far from that.

As for the end of the great narratives, nothing is less certain. Other narratives are imposing themselves in the debate and minds. The most flagrant case is the one from the movie *Matrix*. This 1999 film is now taken seriously in the digital sphere. Is it really possible that we live in a digital simulation controlled by Artificial Intelligence? Other stories about aliens are also gaining depth. The statistics in this regard continue to grow. Above all, it is a mistake to believe that populists do not produce grand narratives. Adherence to their ideas is largely based on a conception of the evolution of the country and the nation. Finally, the liberal narrative continues to thrive. All this indicates that history is not only dependent on socio-economic organization but also embraces beliefs and culture. And in this field, conflictuality is far from dying out, provoking a new writing of the evolution of our time.

And to conclude, for you, does the future lie in the adaptation of «war» to the current «economic» order, or in the reaction and continuation of the construction of a civilized world, as an affirmation of new utopias?

Since Toynbee, the question of cyclical history has always returned. Civilizations, he argued, followed a natural cycle of birth, expansion, and decline. His theory of *Challenge and Re-*

sponse implied that a civilization cannot respond to everything, because it was forged on a challenge that gave it lasting characteristics. It must therefore die so that a new civilizational order can respond to this new challenge. All this is very theoretical and seen from a distance. In fact, men move from one civilization to another with long cycles of adaptation and phases of hesitation. It's a retrospective look. We can see how, since the nineteenth century, several orders have succeeded one another and how the very notion of civilization has found a usefulness and then been rejected before a revival around the religious question at the beginning of the twenty-first century. Our future is in no way subject to the war economy that we see emerging, if this represents humanity to us. Latin America, for example, has stability in this area, despite the economic and social crises that ravage it. On the other hand, Europe urgently needs to reposition itself militarily and strategically if it does not want to be slowly wiped out of history. And on a larger scale, the United States cannot continue this unchecked power game, if they do not want its former allies to soon turn their backs on them and choose the Chinese autocracy that ends up appearing more reliable to them.

And these choices will of course not be enough to outline our future. Because one thing is certain for a historian: nothing is written in advance, and the application of human and so-

cial science theories only allows us to glimpse possibilities, to give indications and even predictions. But it is never predictions or prophecies as stated by religious and politicians that aim to shape the future with their own hands.

Writers and filmmakers have fun imagining a future. Their visions and images shape our representations. But no one knows which of these stories of the future may emerge, especially since the narratives are multiplying through a plurality of media.

Thank you very much for this interview. What final message would you like to leave with readers?

One thing worries me. As a historian, the preservation of the most precious things of our past is close to my heart. I like to go to museums, archaeological sites, ancient cities... I also like to look for the stories that preceded or inspired the ones I hear today. I am always amazed by an original creation and a novelty in the combination of a plot. I appreciate creators who revive old narratives with new tools or forge new ones adapted to these new mediums. I am amazed to see that tens of thousands of years BC women and men made cave paintings. I fundamentally believe that our creativity must be preserved and not limited to reproducing existing models. I am counting on this ability of human beings to continue this unique adventure.